

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

Commentaire aux thèses sur la situation anglaise (A. L.). — Thèses sur la situation anglaise (*Le Bureau Politique du P. C. F.*) ; — Projet de thèses sur la situation internationale (*Le Bureau Politique*) ; — La concentration capitaliste dans l'industrie métallurgique française (*Dupleix*) ; — Comment nous éditions pendant la guerre des

journaux internationalistes (A. Losovsky). — Chronique des Cellules : En vue du Congrès National des J. C. (*Le Comité National des Jeunes*) ; Première assemblée générale du rayon de Bezons (X.) ; La propagande dans l'usine (A. Cadène) ; Echangeons nos expériences. — La Russie des Soviets (A. Prigradov-Koudrine)

## Commentaire aux thèses sur la situation anglaise

### La situation générale

La bourgeoisie européenne est obligée de passer fréquemment d'une politique à l'autre. Tout d'abord, elle effectue une offensive en profitant de la démagogie de la réaction fasciste petite-bourgeoise ; puis elle transmet dans les principaux pays le pouvoir aux socialistes, parti de l'ordre bourgeois, afin de gagner du temps et de préparer une nouvelle offensive contre le prolétariat sous la direction du bloc bourgeois. Sa politique oscille aujourd'hui entre le gouvernement Mac Donald et le bloc bourgeois. Ces oscillations sont liées à la crise profonde que traversent actuellement les principaux pays d'Europe ainsi que les Etats-Unis.

C'est en Angleterre que se produisent les changements les plus profonds. Depuis plusieurs années déjà, la Grande-Bretagne recule devant l'Amérique, quoiqu'elle dispose d'un capital extrêmement concentré et que la guerre mondiale l'ait moins affaibli que les autres pays européens.

Son système économique, basé sur ses nombreuses et riches colonies, a été détraqué par la guerre. Elle a été obligée de faire une série de concessions à ses colonies qui, pendant la guerre, ont développé leur propre industrie ; mais ces concessions, loin d'atténuer la lutte des colonies contre la métropole, n'ont fait que la renforcer. Des provinces entières de l'Inde boycottent les élections censitaires destinées à voiler par une apparence de démocratie la politique impé-

rialiste du gouvernement anglais. Le Parlement australien décide de ne donner à personne de commandes de bateaux et de construire sa flotte lui-même. Quant au Canada, comme le dit ironiquement le ministre des Affaires étrangères américain Hughes, il lui serait difficile en cas de guerre de faire son choix entre l'Angleterre et l'Amérique.

L'Angleterre, dont la production se restreint, mais où la concentration du capital est arrivée à un haut degré, se trouve placée devant trois problèmes insolubles : a) reconstitution de l'union entre la métropole et les colonies par une union douanière ou un autre moyen quelconqué ; b) suppression du chômage qui a tendance à augmenter ; c) acquisition de débouchés pour la production, le placement des capitaux et triomphe sur la concurrence de l'Allemagne qui, sous l'égide de l'Amérique et de la France, restaure une partie de son industrie et, malgré toutes les difficultés financières et autres, redevient un pays industriel. Ces difficultés sont de plus en plus malaisées à résoudre et elles subsistent comme contradiction fondamentale entre le développement des forces de production et les formes capitalistes de possession des moyens de production, d'échange et de domination politique.

Tant que se déroulait en Europe la concurrence entre l'Angleterre et la France et en Orient entre l'Angleterre et le Japon, la situation de la bourgeoisie anglaise ne paraissait pas sans issue. L'Angleterre freinait les tendances de Poincaré à

la domination sur l'Allemagne et, en Orient, exploitant les antagonismes entre le Japon et l'Amérique, elle s'efforçait de créer une alliance anglo-japonaise.

La Conférence de Washington a été le premier coup sérieux porté à la bourgeoisie anglaise. Cette dernière a vu son droit de construction des navires limité au profit de l'Amérique. La proportion établie : 5 navires à l'Angleterre contre 3 aux Etats-Unis et 3 au Japon, a forcé la Grande-Bretagne à modérer ses appétits maritimes. Le rapprochement entre l'Angleterre et le Japon a été arrêté, l'armement de Singapour, point stratégique important, n'a pas été autorisé. L'Angleterre a reculé. Elle a également fait fiasco au Mexique et en Turquie. De la sorte, ses visées sur le naphte ont échoué. Quoique les financiers anglais aient obtenu la possibilité d'exploiter et de contrôler l'Allemagne et en partie le reste de l'Europe avec le trust Morgan conformément au plan Dawes, la bourgeoisie anglaise, et particulièrement les propriétaires de houillères, ont été fortement émus par le rapprochement du fer français et du charbon allemand sous le contrôle de l'Amérique. C'est là une des nombreuses contradictions du plan Dawes qui dans chaque pays provoquera fatalement une crise d'une branche de l'industrie et l'épanouissement d'une autre, mais qui, en dernière analyse, aggravera la crise économique dans le monde entier.

Le plan Dawes n'a pas eu pour résultat de souder fortement la bourgeoisie anglaise. Le plan Dawes a des conséquences très différentes pour les intérêts des conservateurs et des libéraux ou, plus exactement, de certains cercles de ces partis. Mais conservateurs et libéraux devaient néanmoins s'entendre sur quelques points essentiels et reconnaître : 1° que le plan Dawes était la conséquence nécessaire de la crise de la bourgeoisie européenne et américaine et qu'il était très avantageux de le faire signer par le gouvernement Mac Donald ; 2° que sa réalisation exigeait un changement des conditions de travail et de vie du prolétariat anglais et qu'il était nécessaire d'organiser en commun une campagne contre le Labour Party.

La bourgeoisie n'a pas encore réussi à scinder définitivement le Labour Party quoi qu'elle ait fait tout son possible pour y arriver. Elle a attaqué Mac Donald pour tous les services qu'il a rendus. Les discours et articles d'Asquith et de Lloyd George sont sous ce rapport un exemple très instructif d'une politique de classe bien comprise, à laquelle le Labour Party ne sait opposer que sa politique impuissante de pacifisme et de pseudo-démocratie.

La bourgeoisie anglaise non seulement dispose de tous les moyens de violence contre le prolétariat, mais, exploitant l'aristocratie ouvrière pourrie jusqu'à la moelle, elle lutte avec tout son arsenal idéologique contre la phraséologie de Mac Donald. Lloyd George a accusé Mac Donald et son gouvernement de n'avoir posé que par démagogie avant les élections la question de la nationalisation, de n'avoir nullement amélioré la situation des masses et d'avoir continué à l'égard des colonies et dans sa politique étrangère l'ancienne politique bourgeoise. Et c'était là la vérité indiscutable.

La bourgeoisie a transmis la direction de l'Etat au gouvernement Mac Donald, sachant bien que ce dernier n'était qu'une fraction du parti de l'ordre bourgeois et ne représentait aucun danger pour ses intérêts. Mais il lui fallait davantage : 1° le rapprochement politique des deux partis

bourgeois ; 2° leur lutte commune contre le Labour Party, soit en s'appuyant sur la droite de ce dernier, soit en profitant des divisions intérieures qui se sont manifestées au cours de l'expérience « démocratique » de Mac Donald. Les tentatives de la bourgeoisie de mettre le gouvernement Mac Donald devant la scission inévitable de son propre parti à propos de la reconnaissance des Soviets et des poursuites contre les communistes, n'ont pas été, comme le pensent certains camarades, un prétexte superficiel pour le renversement du cabinet. C'a été là une manœuvre stratégique capitale de la part de la bourgeoisie à laquelle il fallait à tout prix une réponse à cette question : « Peut-on encore organiser avec Mac Donald une campagne contre le prolétariat après l'acceptation du plan Dawes, ou bien la corrélation des forces dans le Labour Party rend-elle Mac Donald impuissant à réaliser le programme bourgeois ? » La réponse du Labour Party sur la question de la reconnaissance de l'U.R.S.S. et sur l'affaire Campbell a été claire : Non, il n'est plus possible de compter sur Mac Donald. Certes, le gouvernement Mac Donald n'aurait pas hésité à faire ce que font Ebert, Scheidemann et Severing, mais la corrélation des forces dans son parti ne le lui permettait plus. Si la droite avait poussé trop loin le cynisme, elle serait restée complètement isolée, elle se serait détachée du Labour Party et la bourgeoisie aurait eu en face d'elle un parti de masse plus uni, plus fort, plus énergique. Or, cela ne faisait ni son affaire ni celle du gouvernement. Mac Donald est parti en déclarant qu'il avait relevé le prestige de l'empire et Thomas a manifesté l'intention de défendre Mossoul contre la Turquie avec plus d'acharnement encore que les ministres bourgeois ses prédécesseurs.

### Le révolutionnement des masses

Le processus de révolutionnement des masses anglaises est certainement plus profond que ne pourraient le faire supposer les faits extérieurs. Les sympathies croissantes pour l'U.R.S.S., pour la révolution russe en général, le désir croissant du pouvoir, la différenciation qui commence à se manifester dans le Labour Party, même parmi les chefs, attestent nettement la gravité de la situation. Si l'on tient compte de la différence de situation considérable qui existe entre la masse et l'aristocratie de la classe ouvrière anglaise, on peut, sans exagération, parler d'un révolutionnement sérieux des masses. La lutte de ces dernières contre le plan Dawes ainsi que l'offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat en Angleterre sont inévitables et posent la question de l'organisation de la lutte.

Qui organise cette lutte ? C'est là la question fondamentale. Elle est plus importante actuellement que la lutte qui se déroule autour du programme de Hull, qui est encore incomplet, qui manque de clarté et qui, surtout, ne pose pas d'une façon juste la question du rôle du capital financier et des banques et ne réclame pas la nationalisation des banques, sans laquelle aucune socialisation, aucun contrôle de la production ne sont possibles.

Cook et Purcell, les leaders de gauche du Labour Party, organisent-ils cette lutte ? Leur campagne pour l'unité du mouvement syndical a incontestablement engendré des illusions, même dans nos rangs. Cook et Purcell entretiennent dans les masses l'illusion qu'avec une combinaison parlementaire plus avantageuse pour le gou-

vernement Mac Donald on pourrait socialiser la production au moyen d'un vote parlementaire. Ce point de vue paralyse la conscience révolutionnaire et l'activité des masses qui s'éveillent à la vie politique. Il freine la lutte directe de ces masses.

La tactique communiste à l'égard de ces chefs ne peut être que celle qui a été appliquée envers Mac Donald avant son avènement au pouvoir : les critiquer, les pousser en avant, les entraîner à la lutte, très limitée, qu'ils sont capables de réaliser sous la pression des masses, expliquer aux masses par des faits l'opportunisme de ces leaders, montrer qu'ils sont incapables de lutter par des *moyens révolutionnaires* pour la réalisation du programme des masses. Il est nécessaire de procéder en Angleterre à une vaste discussion sur les moyens de lutte. Les masses du Labour Party sont déjà capables, après leur récente expérience, de comprendre : 1° que la rupture complète avec la bourgeoisie est nécessaire ; 2° que la politique de Mac Donald a été une politique bourgeoise ; 3° qu'il est indispensable dès maintenant de procéder à une vaste mobilisation des masses ; 4° que l'emploi des moyens et des méthodes révolutionnaires de lutte est inévitable et provoqué par la bourgeoisie elle-même.

La lutte dans le Labour Party ne fait que commencer. La fraction révolutionnaire de ce parti se constitue et se fortifie de jour en jour. Nous aurons sous peu trois groupements dans le Labour Party : la droite avec Mac Donald, le centre avec Cook et Purcell et la gauche qui se rapproche du communisme. Les communistes ont lutté et luttent pour leur entrée dans le Labour Party : la droite s'efforce par tous les moyens d'empêcher leur acceptation. Une série d'organisations du Labour Party se désolidarisent de la droite et posent des candidatures communistes au Parlement. Au sein même du Labour Party il se forme une aile communiste.

Zinoviev, au 5<sup>e</sup> Congrès, déclarait que le communisme se frayait la voie en Angleterre et par notre Parti et par la gauche du Labour Party. Cette lutte pour le communisme a commencé et s'il advenait qu'elle dure plus longtemps que nous ne l'espérons, son importance historique n'en resterait pas moins immense. Souvenons-nous des paroles de Marx : « La révolution sur le continent sans l'Angleterre est une tempête dans un verre d'eau. » Depuis lors, le rôle de l'Angleterre en Europe a changé, mais la pensée de Marx est restée profondément juste.

Aussi est-il étrange que quelques camarades, révolutionnaires, mais complètement détachés du mouvement ouvrier, nous aient proposé de ne pas tenir compte de cette voie de révolutionnement des masses anglaises par le Labour Party. Ils nous proposaient d'exhorter le prolétariat anglais à s'abstenir de voter aux élections afin de ne pas donner ses voix aux candidats du Labour Party. Ils ne comprenaient pas que ce dernier n'est pas le Parti d'une dizaine de politiciens, mais l'union de tous les syndicats anglais. Creuser un précipice entre le Parti communiste anglais et le Labour Party, ce serait ignorer le révolutionnement de la masse énorme organisée dans le Labour Party et se condamner à n'amener que lentement les ouvriers au P. C. Ces camarades qui désiraient aggraver la situation de Mac Donald et de son gouvernement n'auraient fait en réalité que le servir en lui livrant des masses considérables qui commencent déjà à comprendre son rôle d'allié du capital anglais.

Il nous faut maintenant intensifier la dissociation au sein du Labour Party. Nous devons : 1° isoler les chefs de droite en les démasquant ; 2° critiquer l'opportunisme, l'irrésolution du centre dirigé par Cook et Purcell ; 3° aider la gauche à s'organiser. Notre Parti communiste anglais doit faire une critique plus catégorique du gouvernement que jusqu'à présent. Il nous faut à tout prix mettre à l'ordre du jour la question des moyens révolutionnaires de lutte. Et, tout en critiquant les faiblesses et les lacunes du programme de Hull, nous devons exprimer notre consentement sans réserve à lutter pour ce programme par des moyens révolutionnaires et exiger de tous les chefs du Labour Party une large mobilisation des masses. Nous ne devons pas mettre à la base de notre action la campagne électorale, mais dire clairement et ouvertement que le révolutionnement des masses anglaises et l'offensive que prépare le capital sont des facteurs importants de la continuation de la lutte en Angleterre.

Le Parti communiste français s'est bien assimilé les questions du mouvement anglais : il a su rejeter tous ceux qui, à la veille de l'ère démocratique-pacifiste, ne combattaient pas les illusions du prolétariat et chantaient des dithyrambes en l'honneur du gouvernement de la bourgeoisie anglaise, en l'honneur de Mac Donald. Mais notre Parti ne restera pas indifférent aux importants processus de dissociation qui se manifestent dans le Labour Party. Il dira à la masse de ce Parti la vérité sur ses chefs, sur ses fautes, sur ses faiblesses, sur ses illusions, et il lui proposera de mener la lutte en commun pour l'unité du mouvement syndical et contre le système d'exploitation du plan Dawes.

A. L.

## A nos lecteurs, à nos abonnés

L'administration du *Bulletin* se voit dans l'obligation, en raison de la hausse persistante du prix du papier et des tarifs d'imprimerie, à augmenter le prix du numéro et le prix des abonnements. Elle espère que tous les camarades comprendront cette mesure. Chaque jour, dans l'*Humanité*, le Parti demande à ses adhérents de faire l'effort financier nécessaire à l'assainissement de la situation ; il est juste que les lecteurs et les abonnés, que nous espérons toujours plus nombreux, contribuent pour une part à combler le déficit de notre organe doctrinaire.

Le tarif des abonnements sera porté à :

	France et Colonies	Etranger
3 mois .....	10 fr.	12 fr.
6 mois .....	20 fr.	24 fr.
1 an .....	40 fr.	48 fr.

A dater du 1<sup>er</sup> novembre, l'exemplaire sera vendu 0 fr. 75.

A partir du 1<sup>er</sup> novembre seront également supprimés les tarifs spéciaux pour Sections et Fédérations.

L'administration du B. C.

# Thèses sur la situation anglaise

1) Le gouvernement Mac Donald a été en fait un gouvernement de la bourgeoisie anglaise, qu'il a aidée à manœuvrer dans l'époque la plus difficile de la Conférence de Londres, au cours de la lutte acharnée contre les colonies et de la résistance croissante du prolétariat anglais à l'offensive de sa bourgeoisie :

a) Non seulement la question de la nationalisation n'a pas été posée, mais le chômage s'est encore accentué, la question du salaire national minimum est restée en suspens, la crise du logement a conservé toute son acuité, les grèves ont été brisées et sabotées ;

b) La politique coloniale des impérialistes a été continuée aux Indes, en Mésopotamie, en Egypte. On a continué à opprimer les ouvriers d'Irlande ;

c) Le gouvernement travailliste s'est associé aux impérialistes américains et français et aux capitalistes allemands pour élaborer et mettre à exécution le plan Dawes destiné à coloniser l'Allemagne et à asservir le prolétariat international. Il a approfondi par là la crise économique en Angleterre.

Il a poursuivi la politique d'armements navals de la bourgeoisie anglaise.

## Le gouvernement Mac Donald au service de la bourgeoisie anglaise

2) La bourgeoisie anglaise tout entière a exigé :

a) L'exécution intégrale par le gouvernement Mac Donald de sa volonté de classe ;

b) L'exercice de poursuites contre les communistes et les ouvriers de gauche afin d'amener la scission dans le Labour Party ;

c) Une coalition formelle entre la droite du Labour Party et le parti libéral afin d'organiser plus facilement l'offensive contre le niveau de vie des travailleurs anglais et compromettre ainsi le Labour Party ;

d) La création d'un bloc bourgeois anti-ouvrier.

## Les masses anglaises se révolutionnent lentement

3) En même temps s'est manifestée une révolutionnarisation lente, mais profonde des masses anglaises caractérisées par :

a) La croissance du désir du pouvoir chez le prolétariat anglais ;

b) Une compréhension plus nette de la liaison nécessaire entre la lutte économique et la lutte politique ;

c) Une sympathie croissante à l'égard de la Russie des Soviets, le seul Etat qui ait vaincu la bourgeoisie ;

d) Une conscience de plus en plus claire de la nécessité de socialiser la production pour venir à bout de la crise ;

e) Des efforts pour réallier l'unité syndicale en vue d'organiser la lutte contre le plan Dawes et l'offensive du capital.

4) La pression des masses sur le gouvernement Mac Donald qui se manifesta le plus énergiquement à propos de la reconnaissance de l'U.R.S.S. et des poursuites contre les communistes a mis le gouvernement du Labour Party entre deux classes et a amené ainsi sa chute parlementaire.

5) Les chefs de la gauche du Labour Party,

Cook, Purcell, etc., en entretenant l'illusion que le gouvernement Mac Donald pourrait, grâce à une meilleure combinaison parlementaire, défendre les intérêts du prolétariat, paralysent le développement de la conscience révolutionnaire de ce dernier. Ils croient encore pouvoir combattre la bourgeoisie par des moyens pacifiques et démocratiques.

Mais ils sont en même temps l'expression de la résistance croissante du prolétariat anglais qu'ils sont contraints de soutenir contre l'offensive de la bourgeoisie.

## L'offensive accrue de la bourgeoisie

6) Les efforts croissants de la bourgeoisie anglaise pour rejeter sur le prolétariat tous les frais de la crise actuelle, crise aggravée par :

a) Le rapprochement du charbon allemand et du minerai français sous le contrôle américain ;

b) L'accroissement de la concurrence européenne, résultat du plan Dawes ;

c) Le détachement croissant des colonies anglaises de la métropole.

Tout cela représente un danger immédiat d'offensive directe contre le prolétariat mondial, démasque définitivement les illusions démocratico-pacifistes et exige :

a) Que nous redoublions d'ardeur dans la lutte pour l'unité syndicale ;

b) Que nous propositions au Labour Party une action commune sur la base de revendications immédiates ;

c) Que le Parti Communiste utilise la campagne électorale pour montrer aux masses populaires l'inévitabilité de la lutte contre la bourgeoisie par tous les moyens, y compris les moyens révolutionnaires.

## Tâches du Parti communiste britannique

7) Le Parti Communiste britannique, avant-garde du prolétariat malgré sa faiblesse numérique, doit, dans la situation actuelle, agir comme suit :

a) Se présenter de façon indépendante dans la campagne électorale et développer autour de ses candidats son propre programme et sa propre tactique ;

b) Eclairer les masses sur le véritable caractère du gouvernement Mac Donald qui a défendu les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat anglais ;

c) Exiger du Labour Party l'abandon complet de la tactique de coalition anonyme avec la bourgeoisie, une rupture complète avec l'ancienne politique coloniale, impérialiste, ainsi que la défense et l'application du programme de Hull par tous les moyens révolutionnaires ;

d) Pratiquer une critique énergique des chefs de la gauche, Cook, Purcell, etc., pour les forcer à organiser véritablement la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière ;

e) Expliquer partout où le P. C. ne pourra pas présenter de candidats et où les ouvriers révolutionnaires sous sa direction voteront pour le Labour Party, que ce geste ne signifie nullement un accord avec le gouvernement Mac Donald ou sa politique. Ce n'est qu'une manifestation de

front unique, pour donner une fois de plus au millions de travailleurs qui suivent encore le Labour Party l'occasion de se convaincre que, même dans les meilleures conditions parlementaires, un gouvernement travailliste continuera à faire la politique de la bourgeoisie. En même temps, le Parti Communiste doit organiser dans tout le pays des assemblées du prolétariat pour exiger du Labour Party :

1. Rupture complète avec la bourgeoisie et sa politique ;

2. Emploi des moyens révolutionnaires dans la lutte pour le programme de Hull ;

3. Contre le gouvernement Mac Donald ;

4. Rupture avec l'ancienne politique colonialiste.

f) Expliquer que, quelle que soit l'issue de la campagne électorale, la tâche primordiale reste la mobilisation des masses pour la résistance organisée contre l'offensive du capital.

LE BUREAU POLITIQUE  
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

## Projet de thèses sur la situation internationale

### I-

L'accroissement formidable de la concentration du capital, particulièrement aux Etats-Unis et en Angleterre, le développement des monopoles qui vont jusqu'à la mainmise de quelques trusts sur des branches entières de la production dans les différents pays, le rôle économique et politique dominant du capital américain, loin d'augmenter, comme l'affirment les réformistes, les forces pacifiques « organisatrices » et « régulatrices » du capitalisme, provoquent une aggravation marquée des conflits impérialistes.

### II

La question d'un nouveau partage des colonies et du monde en général — conformément à la nouvelle corrélation des forces — entre les principaux groupes impérialistes ; la possession des colonies qui, pendant et après la guerre, ont, dans une certaine mesure, développé leur propre capitalisme ; le désir de reconquérir les vastes marchés perdus (Chine, Russie), toutes ces questions sont à la base des conflits qui ont surgi dans le monde capitaliste d'après-guerre : conflits entre les Etats-Unis et le Japon, les Etats-Unis et l'Angleterre, la France et l'Allemagne, l'Angleterre et la France, l'Angleterre et ses colonies, la France et ses colonies, la Grèce et la Turquie, bloc de tous les pays bourgeois ou de groupes de pays bourgeois contre la Russie soviétique, etc. Tous ces conflits ont amené des guerres partielles (guerres gréco-turque, anglo-irlandaise, occupation de la Ruhr, guerre hispano-marocaine, etc.)

### III

La crise économique qui ne cesse de se développer en Europe, malgré des hausses temporaires et partielles dans certains pays : l'appauvrissement des couches moyennes et de la majorité de la population en général ; la crise agraire qui sape l'économie rurale — ont amené l'instabilité et la dépréciation de la monnaie européenne (mark, couronne, franc, etc.) et sont devenus une menace directe pour la domination de la bourgeoisie (Allemagne en 1923). Ces facteurs ont affaibli la position de toute la bourgeoisie européenne. L'Angleterre a renoncé à son alliance avec le Japon ; elle a limité la construction des navires de guerre, renoncé à fortifier Singapour, elle a totalement échoué au Mexique. La France a consenti à adapter son système fiscal aux exigences des Etats-Unis, etc...

### IV

La crise, tout d'abord agraire, puis industrielle et financière, qui a commencé en 1923 aux Etats-Unis, a poussé le gouvernement américain à exploiter l'affaiblissement du capitalisme européen pour élargir les positions des Etats-Unis en Europe et à déterminer une politique nouvelle.

En l'occurrence, seuls les intérêts du capital financier et du grand capital industriel qui souffrent de la surproduction par suite de l'absence de marchés et du taux infime de l'intérêt des capitaux (du au fait que l'Amérique a concentré chez elle 44 % de l'or du monde), ont été défendus par l'investissement de capitaux dans l'industrie de l'Allemagne et en partie dans celle de la France et de la Belgique, par la création d'un système d'emprunts usuraires (800 millions de marks-or, etc., etc.). Quant aux intérêts des fermiers américains auxquels le relèvement du niveau de vie des masses, le renforcement de la production et la solution des difficultés financières en Europe permettraient d'écouler leur blé, ils ont été sacrifiés comme contraires aux intérêts de l'impérialisme américain.

### V

De la sorte :

a) Le plan Daves et la Conférence de Londres ont été une défense des intérêts impérialistes du capital financier et du grand capital industriel d'Amérique et, par suite, ils ont freiné le développement économique et aggravé à l'extrême les conditions de la vie des masses laborieuses en Allemagne et, dans une forte mesure, en France, en Angleterre et dans tout le reste de l'Europe.

b) Ils ont montré la prédominance du capital américain sur le capital européen ; les capitalistes et leurs alliés socialistes ont renoncé juridiquement en Allemagne, effectivement dans le reste de l'Europe, à l'indépendance économique, en échange d'une stabilisation temporaire de la monnaie.

L'affaiblissement de la bourgeoisie a contraint celle-ci à cacher derrière le masque de la S.D.N., sous la forme de l'arbitrage, une nouvelle politique impérialiste organisée.

c) La Conférence de Londres n'a pas supprimé les antagonismes impérialistes entre les groupes bourgeois de l'Europe ; elle n'a fait qu'en ajourner quelque peu l'explosion tout en les aggravant (question des réparations, taxe de 26 % sur les produits importés d'Allemagne, rôle militaire de la France en Europe, désarmement de l'Allemagne, concurrence entre le charbon allemand et

le charbon anglais, contradiction entre la houille allemande et le coke de la Ruhr, qui n'ayant pas été résolue accentue les antagonismes entre la France et l'Angleterre).

d) La colonisation de l'Allemagne qui a abouti à la suppression d'une série d'industries au profit d'autres plus avantageuses pour les financiers américains et européens, à la transmission des chemins de fer à une firme privée sous le contrôle de l'Entente, à de nouveaux impôts, à la suppression de la journée de huit heures, à la limitation des exportations entre les différents pays d'Europe au profit du capital américain — crée infailliblement de nouveaux conflits entre l'industrie germano-américaine et l'industrie anglaise, l'Allemagne et la France, l'Amérique et l'Europe, les colonies et les métropoles, les masses laborieuses et le groupe coalisé des financiers et des directeurs de trusts, conflits qui se manifestent sous une forme particulièrement aiguë entre le capital américano-européen et les colonies sur le terrain du nouveau partage et de la possession des principaux marchés mondiaux (Chine, Russie, colonies).

#### VI

Les conditions posées à la France par les capitalistes américains (plan Mellon-Hurtley) mettent cette dernière sous la dépendance du capital financier, et en premier lieu du capital américain. Une partie considérable des paiements de réparations (plus de la moitié des 52 % qui reviennent à la France) ira à l'Amérique et à l'Angleterre pour le paiement des dettes extérieures. L'investissement du capital américain dans l'industrie française, ainsi que le contrôle des chemins de fer français et belges feront peu à peu de la France et de la Belgique des sphères d'influence du capital financier américain. Les rapports entre le trust Morgan et les financiers de l'Europe sont les mêmes que ceux qui existaient entre le trust Schneider, du Creusot, et le trust Stinnes pendant la guerre de la Ruhr. En d'autres termes, ces rapports sont basés sur l'intérêt des financiers européens à exploiter avec leurs collègues d'Amérique la masse de la population pour un profit moyen, la plus grande part du surprofit étant réservée au capital américain.

Parallèlement au monopole de l'industrie qu'ils s'efforcent de réaliser, les Etats-Unis cherchent à limiter les armements de l'Europe et à exploiter les embarras financiers de la France, ainsi que la désagrégation de l'Empire britannique, pour renforcer leur propagande pacifiste en Europe, qu'ils considèrent, après la guerre mondiale, comme la meilleure méthode idéologique pour assurer un nouveau partage impérialiste du monde.

#### VII

L'extension de certaines industries assurant des bénéfices exceptionnels, ainsi que l'investissement du capital américain en Europe, posent avec une acuité extrême devant les Etats-Unis la question des marchés et des colonies. La colonisation de l'Europe et la monopolisation des marchés sont étroitement liées. C'est pourquoi il faut considérer comme inévitables :

- a) Une nouvelle lutte pour les colonies ;
- b) Le rôle considérable du Ku-Klux-Klan dans la lutte contre l'U.R.S.S., en alliance avec les groupes financiers européens ;
- c) Une pression constante sur la Chine et l'exploitation des luttes intestines de ce pays ;
- d) L'affaiblissement économique du Japon causé par la récente catastrophe permet à l'Amérique

de développer ses forces de production. La crise économique a posé pour le Japon avec plus de force le problème de l'émigration, accentuant l'antagonisme des deux impérialismes (un autre facteur important de l'affaiblissement de l'impérialisme japonais est la rupture avec l'Angleterre) ;

e) La lutte de l'Angleterre pour ses colonies, lutte dans laquelle l'Amérique jouera un jeu double ;

f) Une lutte économique et politique organisée et menée d'une façon plus coordonnée qu'auparavant des forces coalisées du capitalisme contre les masses prolétariennes ;

g) La prolétarianisation des masses paysannes et petites-bourgeoises et la semi-prolétarianisation de la moyenne bourgeoisie revêtiront des proportions plus vastes et un caractère plus accentué.

#### VIII

Les conflits internationaux et les conflits de classes acquerront, par suite de la modification du rapport des forces, de nouvelles formes très diverses.

La S. D. N., antichambre de la diplomatie des impérialistes, s'efforce de dissimuler, sous le masque du libéralisme, les antagonismes qui vont en s'exacerbant — aidés en cela par les socialistes de la 2<sup>e</sup> Internationale. Ils préparent ensemble la réalisation du fascisme contre le prolétariat révolutionnaire.

Par suite, il est nécessaire :

a) De montrer le caractère impérialiste du « pacifisme » du capital monopolisateur, financier et usuraire ;

b) De mettre en lumière le caractère des conflits contemporains causés par une tendance à un nouveau partage du monde, ainsi que la tentative de l'Amérique d'ajourner le plus possible ces conflits en Europe ;

c) D'attirer l'attention sur le révolutionnement inévitable du Japon et le développement de la lutte entre le capital financier et toutes les colonies ;

d) D'attirer l'attention sur le rôle de la Société des Nations, organe de contrôle de l'impérialisme des Etats-Unis ;

e) D'attirer l'attention sur la nécessité de faire de la lutte des ouvriers allemands colonisés et du prolétariat chinois la lutte des travailleurs de tous les pays.

#### IX

a) Les changements dans la tactique et les manœuvres de la bourgeoisie dominante amènent des fluctuations inévitables dans les milieux petits-bourgeois à la périphérie et en dehors du Parti Communiste. De là la nécessité d'une lutte ferme contre le réformisme, le pacifisme et les déviations social-démocrates sous quelque forme qu'elles se manifestent dans les P. C., ainsi que contre la phraséologie radicale et le pseudo-révolutionnarisme, résultat du manque de foi en la révolution et de la méfiance envers la classe prolétarienne ;

b) Renforcement des cadres prolétariens conscients et bolchevisation du Parti par suite de la nécessité de se lier avec les masses des paysans, des petits-bourgeois récemment prolétariés et des colonies opprimées ;

c) Internationalisation de la propagande, de l'organisation de la lutte économique et politique des P. C. ;

d) A la solution financière capitaliste des questions internationales, au moyen de la colonisation, de la guerre, de la crise économique organisée,

il faut opposer la solution prolétarienne des questions internationales économiques (exemples de solutions de ces questions dans l'U.R.S.S., programme des experts prolétariens du P. C. A.) ; revendication de l'indépendance des colonies ;

e) Il est nécessaire de développer la lutte pour la journée de huit heures, contre la réduction des salaires, pour l'aide aux sans-travail, etc., sur la base internationale la plus large possible.

X

Grâce à l'amélioration de sa situation économique, au renforcement de ses positions internationales (traité anglo-russe sous la pression du prolétariat anglais, accord russo-allemand, traité sino-russe), l'U.R.S.S. devient le seul pays indépendant de l'Amérique et appliquant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le seul rempart de tous les peuples et classes opprimés.

La tendance du capital financier à poser à l'U.R.S.S. des conditions analogues à celles des plans Dawes et Mellon-Hurtley est inévitable. Sont inévitables également :

a) Des tentatives d'isoler l'U.R.S.S. en se servant de la Société impérialiste des Nations, représentante de l'impérialisme et des financiers des États-Unis ;

b) Des tentatives de guerres contre certaines parties de l'U.R.S.S. pour y saper la vie économique sous le couvert de mots d'ordre de libération, ainsi qu'une guerre ouverte sur les frontières asiatiques de l'U.R.S.S. (tentatives d'insurrection des mencheviks contre-révolutionnaires en Géorgie et en Afghanistan) ;

c) Un boycottage économique.

XI

La lutte pour l'alliance avec la Russie soviétique, contre la colonisation de l'Europe, pour l'indépendance des peuples, pour la libération des colonies, acquiert encore plus d'importance qu'auparavant. Cette situation exige une série de conclusions politiques et pratiques, en particulier :

a) Création d'une union internationale de délégués de grandes fabriques et d'usines, pour défendre la Révolution russe et les intérêts économiques élémentaires des travailleurs contre l'offensive du capital financier ;

b) La lutte pour l'unité du mouvement syndical acquiert, dans les conditions présentes, une importance exceptionnelle. Jamais l'idéologie réformiste de la bureaucratie syndicale et des partis socialistes n'a été, autant que maintenant, en opposition avec la lutte inévitable des larges masses pour le relèvement de leur niveau de vie. Les grèves en Autriche, en Belgique, ainsi que le mouvement de masses en Angleterre pour la reconnaissance des Soviets et contre le plan Dawes, caractérisent mieux que tout cette opposition. Dans cette organisation internationale de la lutte économique, la résistance des chefs réformistes défenseurs de la bourgeoisie à la politique et à la lutte de classe du prolétariat sera rapidement brisée.

La transformation des partis socialistes, aile gauche du fascisme bourgeois, en partis de la bourgeoisie dominante, soutenant l'offensive contre le prolétariat, créera un état d'esprit antisocialiste dans les larges masses. Le Parti Communiste devra aborder avec tact et attention les masses, qui, dans la situation actuelle, se réveillent et s'engagent dans la voie de la lutte de classes.

XII

Le déplacement des forces et le rôle du capital financier américain ont eu pour résultat de faire gagner du temps à la bourgeoisie européenne ; mais la trêve qu'ils ont réussi à lui assurer ne sera pas de longue durée.

La préparation des batailles décisives pour le pouvoir devra se faire sur la base la plus large possible, l'offensive du capital s'effectuant sur une vaste échelle. Le dernier acte de la dernière phase du développement du capitalisme approche. La tâche des partis communistes dans la préparation de la lutte pour le pouvoir s'élargit considérablement. Les P.C. doivent déployer le maximum de fermeté et montrer leur aptitude à diriger les larges masses.

La bolchevisation des Partis Communistes, leur raison étroite avec les masses sont les pré-conditions de l'engagement des batailles décisives.

LE BUREAU POLITIQUE.

## La concentration capitaliste dans l'industrie métallurgique française

Nous reprenons aujourd'hui la publication de l'étude du camarade Dupleix sur la concentration dans l'industrie métallurgique, qu'il avait commencée dans les numéros 28 et 29 du Bulletin.

Au premier abord, l'exposé paraît quelque peu aride avec son énumération de sociétés, d'entreprises et de capitaux.

Mais, comme jusqu'ici aucune étude du point de vue communiste n'a été faite sur les grandes lignes de l'évolution de l'impérialisme français, notre camarade ne pouvait procéder autrement qu'il l'a fait : il s'agissait avant tout de réunir les éléments qui sont à la base de cette évolution, et ce n'est qu'après qu'un travail d'analyse pourra se faire.

Nous estimons que l'exposé du camarade Dupleix constitue une excellente illustration de la phase impérialiste de l'évolution capitaliste, d'autant plus intéressant pour nos lecteurs qu'il s'applique par-

ticulièrement à la France. Les camarades qui auront lu cette étude — dont nous donnerons prochainement la suite — comprendront beaucoup mieux toute la portée des théories de Lénine sur l'impérialisme — théories qui constituent un des principaux aspects de la conception communiste. — La Rédaction.

### La banque de l'Union Parisienne

La Banque de l'Union Parisienne, capital 150 millions de francs, a été fondée en 1904. Elle compte parmi les membres de son Conseil d'administration les personnages les plus représentatifs de l'industrie métallurgique et houillère, du Comité des Forges et du Comité des Houillères, ainsi que quelques représentants influents des milieux financiers.

Son président d'honneur, Lucien Villars, de Paris, est président de la Compagnie Générale des

*Chemins de fer de la Province de Buenos-Aires* (République Argentine), capital 50 millions de francs, qui exploite un réseau ferré de 1.800 kilomètres. Il est aussi président de la *Banque Hypothécaire Franco-Argentine*, capital 75 millions de francs ; de la *Société pour l'Exploitation des Pétroles*, capital 20 millions, créée avec le concours du groupe pétrolier *Royal Dutch-Shell* ; il est vice-président de l'*Astra Romana*, capital 225 millions de francs, qui exploite des terrains pétroliers en Roumanie, et dans laquelle le groupe *Royal Dutch-Shell* possède de gros intérêts.

Lucien Villars est vice-président de la *Compagnie Parisienne de Distribution d'Electricité*, capital 100 millions, qui produit et distribue le courant électrique dans toute l'étendue de l'énorme agglomération parisienne.

Il est ensuite : administrateur de la *Compagnie Française des Chemins de fer de la Province de Santa-Fé* (République Argentine), capital 72 millions de francs ; de la *Compagnie Française des Tramways et d'Eclairage Electrique de Shanghai* (Chine), capital 12 millions ; de la *Société Espagnole de Construction Electro-Mécaniques*, capital 25 millions de pesetas, où siège aussi le comte de Romanones, ex-président libéral du Conseil des ministres d'Espagne ; administrateur des *Ateliers et Chantiers de la Loire*, capital 20 millions ; membre du Conseil de surveillance de la grosse firme métallurgique *Schneider et Cie*, citée déjà dans les articles précédents.

Comme président d'honneur de la *Banque de l'Union Parisienne*, Lucien Villars ne prend pas une part effective à la direction de cette banque ; mais ce poste honorifique, ainsi que tous les Conseils d'administration des affaires où il siège, lui assurent quelques millions de revenus par an.

Le président effectif de la *Banque de l'Union Parisienne* est *Charles Sergent*, ancien régent de la *Banque de France*, qui joue en France le rôle de Banque d'émission.

M. Charles Sergent est président de la *Compagnie Financière Belge des Pétroles* (Petrofina), capital 85 millions, dont nous parlons plus loin. Il est administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer du Midi*, capital 125 millions ; du *Crédit Foncier de France*, capital 300 millions, qui possède également un privilège d'émission et réalise des bénéfices considérables en consentant des prêts hypothécaires sur des terrains, immeubles, etc.

*Ch. Sergent* est encore administrateur de la *Banque Française et Espagnole*, capital 40 millions, dont le président est M. Jules Cambon, vice-président de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, ambassadeur de France, et président de la Conférence des Ambassadeurs, qui réunit les ambassadeurs des grandes puissances alliées, à l'effet de surveiller l'exécution des clauses politiques du traité de Versailles par les pays ex-ennemis de l'Europe Centrale et Orientale.

M. Jules Cambon ne surveille pas que des intérêts politiques en Europe Centrale, puisqu'il préside la *Banque des Pays de l'Europe Centrale*, où il rencontre les financiers les plus influents de France et de Grande-Bretagne.

Revenons à M. Charles Sergent, que nous retrouvons dans l'*Union Européenne Industrielle et Financière*, dont il a été question dans l'article réservé à *Schneider*, et qui représente de gros intérêts industriels et financiers dans l'Europe centrale et orientale.

Les représentants officiels des gouvernements alliés au sein de la Conférence des Ambassadeurs

représentent les intérêts des groupes financiers qui, en fait, dirigent la politique extérieure des Etats capitalistes.

M. Charles Sergent est, enfin, administrateur de la *Société de la Régie Co-Intéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman*, capital 40 millions, qui rapporta à ses dirigeants de formidables bénéfices, acquis avec la complicité des gouvernants qui se succédèrent au pouvoir avant la guerre en Turquie.

\*  
\*\*

Le vice-président de la *Banque de l'Union Parisienne*, Frédéric Mallet, est le représentant de la vieille finance française, un des co-associés de la vieille maison de banque *Mallet frères*, dont la fondation remonte à 1723, à Paris.

Frédéric Mallet est vice-président de la *Compagnie Française pour l'Amérique du Nord*, qui est une affaire de commission et d'exportation avec les Etats-Unis.

Il est administrateur des *Ateliers et Chantiers de la Loire*, capital 20 millions (constructions navales) ; de la *Compagnie d'Assurances « La Nationale »*, capital 35 millions.

Les autres membres de la famille Mallet occupent des fonctions importantes dans un grand nombre d'affaires financières et industrielles.

Ainsi, Raoul Mallet est membre du Comité de Paris de la *Banque Impériale Ottomane*, où se retrouvent les principaux requins qui se sont livrés pendant de nombreuses années au pillage des finances et des richesses naturelles de la Turquie. Il est administrateur de la *Société Franco-Serbe d'Enterprises Industrielles et de Travaux publics*, capital 10 millions de francs ; administrateur de la *Compagnie d'assurances le Phœnix*, capital 22 millions, et de la *Compagnie des Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (P.-L.-M.)*, capital 400 millions.

Ernest Mallet est régent de la *Banque de France*, administrateur de la *Compagnie d'Assurances Générales*, capital 11.500.000 francs.

Jacques Mallet est administrateur de la *Société Française de Reports et de Dépôts* de Bruxelles, capital 25 millions, filiale belge de la *Société Générale*, de Paris ; administrateur de la *Société des Houillères et du Chemin de fer d'Epinaç*, capital 3.600.000 francs ; de la *Steaua Française*, capital 115 millions de lei (pétroles roumains) ; de la *Steaua Romana*, capital 310 millions de lei (pétroles roumains).

Etienne Mallet est vice-président de la *Compagnie des Chemins de fer de Paris à Orléans*, capital 300 millions ; vice-président de la *Société Franco-Suisse pour l'Industrie Electrique*, capital 25 millions de francs suisses, où il se rencontre avec *Schneider*.

\*  
\*\*

Henry Darcy, un des administrateurs de la *Banque de l'Union Parisienne*, est président du *Comité des Houillères de France*, qui est le syndicat des magnats de l'industrie houillère française.

Il est aussi président de la *Société des Mines de Blanzay*, capital 15 millions. Les concessions houillères de cette société se trouvent dans la région de Saône-et-Loire et couvrent une superficie de plus de 20.000 hectares.

Cette puissante société, dont le capital a été remboursé aux actionnaires depuis longtemps, représente une valeur totale de plus de 147 millions de francs.

Elle occupe 13.000 ouvriers, qui sont logés dans des maisons dont la société est propriétaire, ainsi

que des écoles, des hôpitaux et des églises qui se trouvent sur le territoire de ses concessions. Les prolétaires habitant cette région se trouvent donc forcément sous la tutelle de la *Société des Mines de Blanzy*, qui les exploite non seulement comme travailleurs, mais aussi comme consommateurs, la société étant maîtresse du commerce de détail sur ses propriétés.

La *Société des Mines de Blanzy* contrôle :

La *Société des Charbonnages Lyonnais*, la *Société des Anthracites du Tonkin* (Indo-Chine) et la *Société « Industrie et Force »*, capital 21 millions, qui possède une centrale hydro-électrique sur l'Ain (région des Alpes).

La *Société Industrie et Force* possède des participations s'élevant à 27 millions dans :

La *Compagnie Electrique de la Grosne*, capital 7.500.000 francs ; la *Société des Travaux hydrauliques et Entreprises générales* ; la *Société Houillère Sarre et Moselle*, capital 80 millions de francs, dont la capacité d'extraction dépasse 1 million et demi de tonnes ; la *Société des Forces motrices de la Truyère*, capital 20 millions ; la *Société pétrolière Pechelbronn*, qui exploite des gisements de pétrole en Alsace, capital 45 millions, production moyenne annuelle 60.000 tonnes.

La *Société des Mines de Blanzy* possède encore une centrale électrique thermique dont la puissance est de 20.000 kilowatts, en voie de doublement. Le courant électrique produit par cette centrale est vendue à la *Société Electrique de la Grosne*, déjà citée, qui distribue le courant à travers les départements de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or.

M. Henry Darcy est président de la *Société des Mines de Dourges* (Nord). Cette société fut fondée en 1862 au capital de 1.800.000 francs ; actuellement, son capital est de 67.500.000 francs, et la valeur totale de cette affaire est de 434 millions et demi de francs.

Les concessions houillères de cette société s'étendent sur une superficie de près de 4.000 hectares, les ouvriers employés y sont au nombre de plus de 6.000.

Darcy est président de la *Compagnie des Houillères Lyonnaises*, capital 17 millions ; de la *Société d'Etudes du Haut-Guir* (Maroc), capital 4 millions 500.000 francs, qui entreprend des acquisitions de terrains et des sondages pour l'exploitation future des richesses minières du sous-sol marocain.

Il est président de la *Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons*, capital 37 millions.

Cette compagnie fut fondée en 1862 au capital de 12 millions, son actif actuel représente 193 millions de francs. Elle exploite directement des mines de fer et de houille, huit usines métallurgiques, et possède des intérêts dans les entreprises suivantes :

*Mines de Girumont* (Lorraine) ; *Charbonnages de Vimy* (Nord) ; *Hauts Fourneaux de Rouen* ; *Société de Construction de Locomotives*, capital 23 millions de francs.

Les usines de l'Est de la *Compagnie de Châtillon-Commentry* fournissent de la fonte, de l'acier, des demi-produits et des laminés (hauts fourneaux, aciéries, laminoirs) ; les usines du Centre fabriquent du matériel de guerre (Monlluçon), des petits laminés et des articles de quincaillerie : clous, pointes, fils, câbles, etc. (Commentry).

Les mines de houille et les mines de fer fournissent le combustible et la matière première.

Cette société forme donc une sorte de Konzern vertical.

Darcy est ensuite président de la *Compagnie Fasi d'Electricité* (Maroc), qui fournit le courant

à la ville et à la région de Fez, capital 4.500.000 francs.

Darcy est président d'honneur de l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent*, puissante organisation patronale qui englobe le *Comité des Forges* et le *Comité des Houillères*, ainsi que tous les syndicats patronaux de l'industrie métallurgique de transformation et toutes les industries se rattachant à la production d'électricité et de matériel électrique.

Il est membre du *Comité de Direction du Comité des Forges de France*.

Il est administrateur des chemins de fer de *Paris-Lyon-Méditerranée* (P.-L.-M.) ;

*Des Houillères de la Chazotte*, qui appartiennent au P.-L.-M. ;

De la *Société Minière de Terres-Rouges*, capital 20 millions ;

Du *Crédit National*, capital 100 millions, organisme financier composé des représentants des grosses banques françaises, chargé du financement de la reconstruction des régions dévastées au cours de la guerre ;

De la *Société du Gaz et de l'Electricité de Marseille*, capital 31.500.000 francs, qui fournit la force et la lumière à l'importante région industrielle qui s'étend autour de Marseille (qui est, comme on sait, le plus important port français).

Darcy est président de l'*Union des Mines Marocaines*, capital 2 millions, qui recherche des concessions minières pour exploiter le sous-sol marocain.

Le Maroc possède dans son sous-sol des richesses de toutes sortes : fer, charbon, cuivre, plomb, phosphates, ce qui est la cause de la mise en tutelle de ce pays par les capitalistes français.

\* \*

Un autre représentant de la finance dans la *Banque de l'Union Parisienne* est William d'Eichthal, de la famille d'Eichthal, de Paris.

William d'Eichthal est président de la *Compagnie du Boléo*, capital 24 millions (mines de cuivre) ; de la *Compagnie des Mines d'Ouastia et de Mesboula* (Algérie), capital 1.500.000 francs (zinc, plomb, cuivre).

D'Eichthal est administrateur des *Chemins de fer de l'Est*, capital 292 millions ; de la *Compagnie Française des Mines de Bor* (Serbie), capital 14 millions ; de la *Société Minière et Métallurgique de Penarroya*, capital 73.125.000 francs ; de la *Société Lyonnaise des Eaux et d'Eclairage*, capital 45 millions (cette société possède des exploitations de gaz dans les villes de Troyes, Hyères, Toulouse). Elle fait le service des eaux de la banlieue de Bordeaux et de Rouen ; elle assure l'alimentation de certains canaux.

Cette société possède des participations dans : la *Société des Eaux de Dunkerque*, dans la *Société Marocaine de Distribution d'Eau, de Gaz et d'Electricité* ; dans la *Compagnie Gaz et Eaux de Tunis* (Tunisie), capital 3 millions ; dans la *Société Orléanaise pour l'Eclairage au Gaz et à l'Electricité*.

W. d'Eichthal est administrateur de la *Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa* (Tunisie), capital 36 millions. Les phosphates tunisiens trouvent un débouché d'autant plus facile qu'ils constituent un engrais précieux pour l'agriculture.

\* \*

Les chantiers des richissimes Compagnies de phosphates tunisiens se livrent à une exploitation

scandaleuse des malheureux indigènes d'Algérie et de Tunisie qui y travaillent.

Les compagnies n'ont pas à se gêner avec la main-d'œuvre indigène, car le régime d'exception instauré dans ces régions par les autorités civiles et militaires françaises empêche le développement de tout mouvement prolétarien. Les moindres essais de réaction de la part des indigènes exploités de l'Afrique du Nord ont toujours été réprimés avec la plus grande brutalité.

Les journaux de langue indigène sont interdits s'ils ne se conforment pas aux directives du gouvernement français et des capitalistes qui inspirent sa politique coloniale. Les indigènes, qui pendant la guerre tombèrent par dizaines de milliers sur les différents fronts de combat, ne jouissent d'aucun droit politique, malgré les promesses qui leur ont été faites pour les pousser dans la guerre. Ils sont soumis à l'arbitraire de leurs exploités et de l'administration.

Au Maroc, règne le général *Lyautey*, qui s'était déjà enrichi à Madagascar aux dépens des malheureux indigènes de ce pays, qui sont soumis à des règles encore plus barbares que leurs frères de l'Afrique du Nord.

Ce général, qui occupe au Maroc les fonctions de vice-roi, y jouit d'une autorité illimitée. Il a organisé la conquête de ce pays de façon à favoriser les requins de la finance de Paris, qui se sont taillé au Maroc des parts royales sur les terrains fertiles appartenant aux indigènes, et par l'exploitation des richesses minières de ce pays.

Les tribus marocaines qui ont refusé de se soumettre à l'exploitation des requins français ont été rejetées dans les régions les plus dénudées des montagnes, et une ligne de postes militaires les empêche de réintégrer leurs anciens territoires propres à l'agriculture, qui deviennent ainsi la proie des capitalistes français. Des milliers de ces malheureux sont ainsi condamnés à mourir de faim ; ceux qui vivront encore l'année prochaine seront définitivement refoulés sur le désert, où leur perte est certaine.

Voilà quels sont les procédés de la colonisation française aux services des banquiers de Paris ; les populations qui se sont soumises au joug des envahisseurs feront des soldats qui viendront défendre le capitalisme français à l'extérieur et aussi à l'intérieur contre le prolétariat de la métropole.

\*\*

*William d'Eichthal* est encore commissaire de la *Compagnie d'Assurances « Union »*, capital 40 millions, et de la *Steaua Française*, capital 115 millions (pétroles roumains).

Ses frères sont :

*Eugène d'Eichthal*, administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer du Midi*, capital 125 millions, qui est une des cinq grandes Compagnies de chemins de fer français ;

*André d'Eichthal*, secrétaire de la *Compagnie des Chemins de fer du Midi* ;

*Henri d'Eichthal*, administrateur de la *Société des Mines de Boudjoudoun* (Algérie), capital 8 millions.

\*\*

*M. Alfred Bonzon*, autre administrateur de l'*Union Parisienne*, est administrateur de la *Banque d'Athènes*, capital 48 millions de drachmes, où se retrouvent d'autres financiers de Paris et d'Athènes ; de la *Société des Ardoisières de l'Anjou*, capital 12 millions de francs ; de la *Société*

*Normande de Métallurgie*, capital 100 millions, qui se trouve sous le contrôle de *Schneider*.

*M. F. François-Marsal* qui fut successivement ministre des Finances dans le cabinet *Millerand* en 1920, puis dans le cabinet *Poincaré* remanié en mai 1924, et qui fut chargé dernièrement de former le ministère auquel le président de la République *Millerand* a remis le pouvoir avant sa chute, est un des administrateurs de la *Banque de l'Union Parisienne*.

*M. F. François-Marsal* est sénateur de la Corréze. Il est aussi vice-président de la *Banque Internationale à Luxembourg*, capital 25 millions, où siègent, avec d'autres administrateurs de l'*Union Parisienne*, des représentants de l'industrie métallurgique luxembourgeoise.

Cette banque luxembourgeoise a une filiale à Luxembourg, la *Luxemburger Unionbank*, capital 4 millions, où les magnats de la Métallurgie et de la Finance française rencontrent des financiers allemands de la banque *Delbrück Schickler*, de Berlin, et de la banque *Delbrück von der Heydt*, de Cologne.

*M. F. François-Marsal* est encore :

Administrateur de la *Banque d'Alsace-Lorraine*, capital 50 millions ; de la *Société Française d'Etudes agricoles et sucrières en Russie* ; de la *Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais*, mines de fer et de houille, fonderies, aciéries, etc., capital 30 millions.

Président de l'*Electro Cable*, capital 20 millions, qui assure la fabrication des fils et de câbles électriques.

\*\*

*Maurice Hottinguer*, administrateur de la *Banque de l'Union Parisienne*, y représente la *Banque Hottinguer et Cie* ; il est administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer du Nord*, capital 231.875.000 francs ; de la *Société Française de Reports et Dépôts*, capital 25 millions ; des *Houillères et du Chemin de fer d'Epinaç*, capital 3.600.000 francs ; de la *Compagnie Générale des Eaux*, capital 40 millions. Cette Compagnie fournit en eau les villes de Paris et sa banlieue, la banlieue de Lyon, Nice, Arcachon, banlieue de Rouen, Arras, Rennes, Boulogne-sur-Mer, Lisieux, Ancenis, Villefranche, Morlaix ; elle exploite un canal d'irrigation dans la région de Saint-Martory (au sud de Toulouse). Cette Compagnie possède donc un monopole de fait de la distribution de l'eau dans plusieurs grandes villes de France.

Les frères de *Maurice Hottinguer* sont :

*Jean Hottinguer* de la *Banque Hottinguer et Cie*. Il est vice-président de la *Compagnie d'Assurances Générales*, capital 13.500.000 francs ; administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer de l'Est*, capital 292 millions.

*Paul Hottinguer*, de la *Banque Hottinguer et Cie*. Est président de la *Compagnie d'Assurance Phœnix*, capital 12 millions.

*Henri Hottinguer*, qui est administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer du Midi*, de la *Compagnie d'Assurances « La Nationale »*, capital 10 millions, membre du Comité de Paris de la *Banque Impériale Ottomane*.

Le baron *Hottinguer* est vice-président de la *Société des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille-Montagne*, capital 9 millions, société qui est une très grosse entreprise spécialisée dans l'industrie du zinc. La médiocrité de son capital lui a cependant permis d'acquérir une valeur totale de plus de 236 millions de francs.

Elle possède actuellement, comme exploitations :  
En Belgique, des mines de calamine, trois fonderies, des laminoirs, une usine d'acide sulfurique et de plomb ;

En France, des mines dans la région méditerranéenne et la région pyrénéenne, quatre usines de laminoirs, une fonderie, une usine d'acide sulfurique et d'engrais, et des concessions houillères ;

En Algérie, quatre concessions minières ;

En Tunisie, les mines de Djebba ;

En Allemagne, une fonderie à Borbeck (Westphalie) et des laminoirs ; une usine de grillages à Oberhausen ;

En Italie, des mines dans la province de Bergame et dans l'île de Sardaigne ;

En Angleterre, des mines dans le Cumberland ;

En Suède, des mines et des usines de grillage à Ammeberg ;

En Espagne, des mines à Uretz.

Sur une production mondiale de zinc de 990.850 tonnes, la Société de la Vieille Montagne produit plus de 180.000 tonnes.

Si cette entreprise se réunit à la Pennarroya, dont nous avons parlé dans le numéro 29 du Bulletin Communiste, elles formeront le consortium le plus puissant d'Europe pour le zinc et le plomb.

Le baron Hottinguer est administrateur de la Compagnie d'Assurances « La Nationale », capital 15 millions.

\*\*

André de Neuflize, de la famille des de Neuflize, banquiers à Paris, est aussi administrateur de la Banque de l'Union Parisienne.

Ses frères sont :

Le baron Jean de Neuflize, président de la Compagnie d'Assurances Générales, capital 13.500.000 francs ; de l'Etablissement Thermal de Vichy, capital 19.500.000 francs ; de la Société co-intéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman, capital 40 millions ; de la Société des Tabacs de l'Indo-Chine, capital 6 millions ; régent de la Banque de France, capital 182.500.000 francs ; président du Comité de Paris de la Banque Impériale Ottomane, capital 250 millions ; membre du Conseil de surveillance de Schneider et Cie ; vice-président de la Compagnie des Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée ; administrateur du Chemin de fer de Ceinture, dont le réseau ferré entoure Paris d'une double ceinture intérieure et extérieure ; de la Banque de Syrie, capital 25.550.000 francs, qui joue en Syrie le rôle de banque d'émission ; de la Banque Hypothécaire Franco-Argentine, capital 75 millions ; de la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur, capital 100 millions, qui est l'organisme chargé du financement du commerce extérieur français, sous le contrôle de l'Etat.

Le baron A. de Neuflize est administrateur de la Banque d'Athènes.

Jacques de Neuflize est administrateur de la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur ; de la Compagnie d'Assurances l'Union.

\*\*

La Banque de l'Union Parisienne compte encore comme administrateurs : Philippe Vernes, de la Banque Vernes ; administrateur des Chemins de fer du Midi, du Chemin de fer de la Province de Buenos-Aires, de la Compagnie Algérienne (banque), capital 100 millions, et de la Compagnie d'Assurances la Nationale, capital 35 millions.

Ses frères sont :

Félix Vernes, régent de la Banque de France, président de la Banque de Syrie, membre du Co-

mité de Paris de la Banque Impériale Ottomane, administrateur de la Banque Hypothécaire Franco-Argentine, de la Société des Houillères et du Chemin de fer d'Epinaç, capital 3.600.000 francs. Cette Société fut créée en 1805, en Saône-et-Loire ; elle comprend quatre concessions, d'une superficie de 6.716 hectares ; elle possède des intérêts dans la Société Electrique de la Grosne, déjà citée, et a cédé son réseau de chemins de fer à la Compagnie de Chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.

Amédée Vernes est administrateur de la Société Industrielle des Téléphones, capital 18 millions, qui fabrique du matériel téléphonique, des câbles, et réalise de grandes installations téléphoniques urbaines pour le compte de l'Etat. Sa valeur totale est de près de 655 millions.

Nous n'insisterons pas sur les affaires où possèdent des intérêts deux administrateurs de l'Union Parisienne déjà cités : Eugène Schneider et Humbert de Wendel.

La Banque de l'Union Parisienne vient de conclure un accord avec son associé, la Société Générale de Belgique de Bruxelles pour le contrôle de la Compagnie Financière Belge des Pétroles Pétrofina, capital 35 millions.

Cette communauté d'intérêts est commentée ainsi dans le dernier rapport du Conseil d'administration de la Pétrofina, en date du 9 mai 1924 :

« Les accords avec la Banque de l'Union Parisienne, qui réalisent d'une manière effective l'entente belge et française dans la politique du pétrole, ont été conclus à la connaissance des deux gouvernements. »

La Pétrofina n'exploite pas elle-même les gisements pétrolifères, mais contrôle les sociétés suivantes d'exploitation et de distribution :

La Concordia, capital 245 millions de lei, société roumaine qui a produit, en 1923, 166.453 tonnes de pétrole brut ; elle possède son organisation propre de vente en Roumanie ;

La Vega, qui assure le raffinage du pétrole provenant de la Concordia ;

La Purfina, capital 30 millions de francs, qui possède une distillerie et des installations pour la fabrication d'huiles spéciales en Belgique. Elle assure l'entreposage et la vente des combustibles liquides en Belgique et en Hollande ;

La Société Commerciale Belge des Pétroles, capital 4 millions de francs, assure la vente dans le Proche-Orient ; elle possède 120 dépôts en Turquie, 30 en Bulgarie et 20 en Grèce ;

La Société Hongroise et Belge des Huiles Minérales, capital 1 milliard de couronnes hongroises, à Budapest, possède des entrepôts dans le nouveau port de Budapest, dont la construction a été confiés à Schneider : elle permettra à la Pétrofina d'étendre son rayon d'action à travers l'Europe Centrale.

Les entreprises où la Banque de l'Union Parisienne possède encore des intérêts sont :

La Société anonyme de l'Air Liquide, capital 30 millions, qui assure la production industrielle du froid, de l'air liquide, la production et la liquéfaction des gaz, oxygène, azote, hydrogène, etc. ;

La Thomson-Houston, capital 250 millions, où se rencontrent les représentants de J. Pierpont Morgan et ceux du groupe Giros et Loucheur ;

La Compagnie Française Thomson-Houston participe pour une large part à l'électrification des réseaux ferrés français ; elle profite du concours technique de la General Electric Company, ce puissant trust de l'électricité américain, contrôlé par Morgan ;

La Société Nationale de Matériel Agricole, la

*Société d'Abattoirs et d'Entreprises frigorifiques*, la *Banque de Commerce Roumaine de Bucarest*, la *Banque Balkanique* à Sofia, la *Banque Générale du Nord*, capital 100 millions ; la *Société Commerciale, Industrielle et Financière pour la Russie*, capital 25 millions, où siège M. Noulens ; la *Compagnie d'Alimentation et d'Installations Frigorifiques*, capital 40 millions ; la *Compagnie des Chemins de fer du Maroc*, capital 50 millions, qui réunit les représentants de la *Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M.*, où siège Schneider, et que préside le président de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, G. Griolet.

\*  
\*\*

On ne peut nier l'influence que les dirigeants de cette Banque ont exercé sur la politique intérieure et extérieure française au cours de ces dernières années.

L'accord de San-Remo, conclu par Millerand avec le gouvernement britannique abandonnait, en fait, les droits français sur la région pétrolière de Mossoul au profit des magnats du groupe *Royal-Dutch-Shell*, alliés à l'*Union Parisienne*.

L'occupation du bassin de la Ruhr fut décidée

à l'instigation des magnats du *Comité des Forges* dirigeants de l'*Union Parisienne*.

Actuellement, ce sont les dirigeants du *Comité des Forges* représentants de l'industrie lourde française, qui ont été choisis par le ministre Herriot comme conseillers techniques à la conférence commerciale franco-allemande. L'influence des maîtres de forges, si elle n'est pas aussi forte sous le règne du Bloc des Gauches que sous celui du Bloc National, n'en constitue pas moins une énorme puissance, avec laquelle tout gouvernement bourgeois doit compter, et M. Herriot est trop averti des dessous économiques et financiers de la politique, pour ne pas en tenir compte.

La *Banque de l'Union Parisienne* patronne la *Fédération Républicaine de France*, à laquelle adhère M. Poincaré, et qui compte dans son Comité directeur M. François de Wendel, président du *Comité des Forges de France*, et M. F. François-Marsal, de la *Banque de l'Union Parisienne*.

Il nous reste à parler de M. Jules Jadot, autre administrateur de l'*Union Parisienne*, gouverneur de la *Société Générale de Belgique* de Bruxelles, dont nous signalerons ultérieurement l'importance économique et politique.

**DUPLEIX.**

## Comment nous éditions pendant la guerre des journaux internationalistes

### SOUVENIRS

#### La vague de chauvinisme

Quand j'appris la nouvelle du meurtre de Jaurès, je me trouvais à une cinquantaine de kilomètres de Paris. Dès mon arrivée dans la capitale, je tombai dans cette atmosphère de chauvinisme effréné, caractéristique de tous les pays belligérants et particulièrement de la France. Les plus bas instincts étaient déchaînés. Avant même la déclaration officielle de guerre, Viviani avait convoqué les rédacteurs de tous les grands journaux et leur avait dit : « Votre devoir est de faire la mobilisation morale des masses ; le gouvernement s'occupera du reste. » Cette mobilisation « morale » avait commencé. Tous les journaux se ressemblaient à s'y méprendre, tous, ils rivalisaient de patriotisme et de fureur dans leurs attaques contre les « Boches ».

Cette atmosphère de chauvinisme ne pouvait manquer d'exercer une influence sur la colonie russe. Les émigrés tinrent une série de réunions où ils examinèrent la question de la conduite à tenir. Dès les premiers jours, on avait appris que Plékhanov prêchait la nécessité de lutter contre les impérialistes agresseurs et de prendre les armes pour défendre la « noble » France. Les émigrés se scindèrent immédiatement en deux camps. Les uns, emportés par le courant nationaliste, voulaient à tout prix défendre la *démocratie* et la civilisation contre la barbarie. Les autres, fidèles à leurs principes, se rendaient parfaitement compte que le mot d'ordre « démocratie et civilisation » n'était au fond qu'un paravent de l'impérialisme.

Les anciens groupements du parti social-démocrate ouvrier russe occupèrent des positions dif-

férentes. Dans l'ensemble, le parti bolchevik avec toutes ses ramifications, comme le groupe *Vpériod* (Pokrovsky, Manouilshy, Lounatcharsky, etc.), les bolcheviks *partiiisti* (Lozovsky, Vladimirov), le groupe de Trotsky, fut contre la guerre et adopta immédiatement la plate-forme internationaliste. Quant à la fraction de Plékhanov, elle se rangea, à de rares exceptions près, du côté de l'Entente. Les mencheviks se scindèrent : les uns se confinèrent dans un internationalisme modéré, les autres adoptèrent le point de vue de la non-résistance à la guerre, point de vue formulé plus tard dans la célèbre déclaration du Comité d'Organisation menchevik qui se trouvait en Russie. La déclaration de guerre marqua le début de la désagrégation du menchevisme, auquel la révolution d'octobre devait porter le dernier coup.

À Paris, quelques membres du groupe bolchevik local, considérant que la France avait pour elle le bon droit, s'engagèrent comme volontaires, mais, dans l'ensemble, l'émigration bolcheviste fut nettement internationaliste, alors que l'émigration mencheviste, à de rares exceptions, occupa une position intermédiaire. Les premiers temps, il semblait que la guerre rapprocherait les mencheviks du marxisme révolutionnaire, mais il n'en fut rien. Seuls, les éléments les plus révolutionnaires abandonnèrent le menchevisme traditionnel. Quant aux s.-r., la plupart abandonnèrent le point de vue patriotisme, sauf un petit groupe qui, sous la direction de Tchernov, professa un vague pacifisme teinté d'un internationalisme à l'eau de rose.

Tous les journaux français, y compris la presse socialiste, demandaient alors aux émigrés russes

de prendre nettement position, c'est-à-dire de prouver leur attachement et leur amour pour la France en s'enrôlant dans l'armée française.

Quand le premier détachement de volontaires russes fut formé, Plékhanov vint à Paris et l'exhorta à lutter vaillamment pour l'humanité et le socialisme. Des émigrés qui partirent alors à la guerre, bien peu revinrent. Les uns périrent sur le front, les autres furent condamnés à mort par la cour martiale pour avoir osé réclamer contre les traitements inhumains dont ils étaient l'objet. Ainsi se termina l'équipée des volontaires socialistes russes en France.

Quand les Allemands approchèrent de Paris et que le gouvernement s'enfuit à Bordeaux, le gouverneur militaire fit placarder un avis spécial par lequel tous ceux dont les affaires n'exigeaient pas absolument la présence à Paris étaient invités à quitter la capitale. On avait mis à la disposition des habitants des trains spéciaux qui étaient littéralement pris d'assaut. Avec quelques émigrés, je résolus de me rendre dans le Sud. J'arrivai à la gare quatre heures avant le départ du train, que je trouvai déjà bondé de voyageurs. Le trajet de Paris à Montpellier dura quatre jours.

### Dans le Midi

L'impossibilité de communiquer avec la Russie avait eu, au point de vue financier, des effets désastreux pour nombre d'émigrés et en particulier pour moi. J'étais parti de Paris avec deux francs en poche et il me fallut vivre avec cette somme pendant quatre jours. Si je n'avais eu la ressource de cueillir des baies pendant les longs arrêts du train et la chance de faire la connaissance d'un brave boucher de Montpellier qui se prit d'affection pour moi parce que j'étais Russe, je serais arrivé dans un tel état qu'il m'eût été bien difficile de me mettre immédiatement au travail.

Je débarquai à Montpellier au moment de la vendange. A neuf kilomètres de la ville, je réussis à trouver de l'embauche pour cinq francs par jour et deux bouteilles de vin. Il me fallait chaque jour me rendre à bicyclette à mon travail, car il était absolument impossible de coucher dans l'étable qui avait été aménagée pour les journaliers venus de l'Isère. Comme j'étais étranger, les ouvriers, les premiers temps, me marquaient une certaine méfiance, quoiqu'ils exprimasent à tout bout de champ leur sympathie pour la Russie et que le patron m'assurât que « le petit père Nicolas » ne laisserait pas ce monstre de Guillaume faire du mal à la belle France.

Le travail était très pénible. Il me fallait turbiner dix heures par jour et faire 18 kilomètres à bicyclette. Aussi, le soir, j'étais harassé. Néanmoins, je m'habituai rapidement à mon nouvel état. Bientôt on me mit à la presse hydraulique et, comme je connaissais quelque peu l'automobile et le métier de forgeron, je passai pour un original qui s'était engagé comme vendangeur au lieu d'exercer sa profession.

Les renseignements qui nous parvenaient sur la situation étaient peu consolants. L'émigration s'était divisée en deux camps : les partisans et les adversaires de la guerre.

Vers la fin de septembre, on reçut, à Montpellier, une feuille intitulée *Goloss* (la Voix), éditée à Paris. Ce journal, comme format, représentait à peu près le quart de la *Pravda*, mais on y sentait à chaque ligne l'esprit internationaliste. Dès que j'eus parcouru les premiers numéros, je pris le train pour Paris et, à mon arrivée dans la

capitale, je me rendis immédiatement au n° 46 du boulevard Saint-Jacques, à la typographie Kirakovsky, où s'imprimait le journal.

J'appris que le *Goloss* avait été fondé sur l'initiative d'Antonov-Ovsiénko (menchevik avant la guerre) et de Manouïlsky (membre du groupe *Vpériod*) qui, après avoir réuni quelques francs, avaient entrepris sans hésiter l'édition d'un journal internationaliste.

### Dans la rédaction du « Goloss »

J'offris mes services à la rédaction, qui les accepta, et je débutai par quelques remarques et articles sur la situation dans le parti socialiste français et les syndicats.

Malgré son aspect minable, notre journal attira immédiatement l'attention de toute l'émigration. Dès les premiers numéros, Martov y publia des notices ainsi que son célèbre article : « *Vorwaerts* » est mort. Pavlovitch, Lounatcharsky, Pokrovsky commencèrent également à envoyer des articles ; des camarades fixés en Suisse, comme Trotsky et Riazanov, suivirent leur exemple. De tous côtés, les adversaires de la guerre au sein du parti social-démocrate ouvrier russe se groupaient autour de notre journal.

Vers la fin de septembre 1914, l'organe central des bolcheviks, le *Social-Démocrate*, fit paraître son premier numéro qui renfermait le célèbre article *Contre le courant*. Ainsi, la situation dans l'émigration se précisait.

Fait curieux : au début, le *Goloss* et le *Nach Goloss* publiaient encore des articles d'Alexinsky. Ce dernier qui, dès les premiers jours de la guerre, était devenu un patriote enragé, écrivait à Manouïlsky des lettres dans lesquelles il le pria de collaborer régulièrement et de s'emparer de la direction pour en « déloger les défaitistes ». Il ne savait pas encore à ce moment que Manouïlsky, qui appartenait comme lui au groupe *Vpériod*, était un adversaire déclaré de la guerre.

Le *Goloss*, qui attira rapidement les sympathies des émigrés, fut accueilli avec assez de malveillance par les autorités françaises. Comme tous les autres journaux, il devait passer par la censure militaire, et cette petite feuille qui renfermait 20 à 25.000 signes typographiques seulement, paraissait souvent avec des blancs considérables. Néanmoins, les censeurs français, paraît-il, ne montraient pas assez de zèle et, sur les instances d'Izvol'sky, le *Goloss* fut fermé.

Nous le remplaçâmes immédiatement par le *Nach Goloss*, qui eut également une existence éphémère et fut fermé par la censure militaire. Mais notre journal avait déjà percé, il avait trouvé un cercle de lecteurs, il excitait l'intérêt. Nous résolûmes de ne pas en cesser l'édition, de le continuer à tout prix. A cette époque, nous avions parmi nous Trotsky, qui était venu se fixer à Paris, et Vladimirov qui, dès son arrivée de Montpellier, était devenu notre collaborateur attitré, et tous ensemble, nous décidâmes de demander l'autorisation de publier un nouveau journal afin de pouvoir poursuivre notre œuvre.

Notre nouvel organe fut intitulé *Naché Slovo*. Il avait pour rédacteurs Trotsky, Manouïlsky, Antonov-Ovsiénko, Vladimirov, l'auteur de ces lignes, Martov et Ber — ce dernier également menchevik, mais plus gauche que Martov. Notre petit noyau se mit avec ardeur à l'édition du journal. Personne de nous n'avait d'argent. La publication d'un quotidien, même quand tous les collaborateurs travaillent gratuitement, exige un minimum de ressources. Les premiers mois, lorsque nous étions encore sur le boulevard Saint-

Jacques, nous nous en tirions tant bien que mal. Nos ouvriers typographes, dont quelques-uns étaient des chômeurs, et dont beaucoup travaillaient uniquement par sympathie pour nous, touchaient journalièrement un franc et un hareng. Les rédacteurs, eux, ne recevaient qu'un hareng.

La matière une fois rassemblée et les articles rédigés, nous devons, Manouïlsky, Antonov-Ovsiénko, Ber et moi, assurer l'impression, qui se faisait par un moyen des plus primitifs. Quand nous avions tout ce qu'il nous fallait pour notre journal, nous nous mettions à la machine à imprimer que nous actionnions avec le pied et, ainsi, nous parvenions à obtenir les mille ou quinze cents exemplaires nécessaires que nous expédions un peu partout. Le travail était extrêmement pénible, mais nous nous relayions : un jour, c'était Antonov et moi qui pédalions et imprimions le journal, le lendemain, c'étaient Manouïlsky et Ber. Les émigrés, même ceux qui sympathisaient à notre cause, étaient évidemment trop pauvres pour nous aider : il nous fallait recourir à des expédients de toute sorte et, fréquemment, faute de quelques sous, notre affaire risquait de rester en panne.

Notre situation s'améliora quelque peu quand, au bout de deux mois, notre journal fut connu en Suisse et en Angleterre ; les sympathisants répondirent à notre appel et nous trouvèrent un certain nombre d'abonnés ; nous commençâmes à recevoir de l'argent et nous pûmes nous procurer un petit moteur électrique. Le camarade Rakovsky entre autres nous fournit un secours sensible, ce qui fit déclarer alors que notre journal était indubitablement subventionné par l'état-major allemand.

### La censure militaire

Nous avions également pas mal de difficultés avec la censure. Quoique notre organe menât une campagne internationaliste extrêmement prudente, sa parution provoqua une explosion d'indignation à l'ambassade russe. En effet, alors que des révolutionnaires ardents, comme Gustave Hervé, publiaient des articles intitulés : *Vive le tsar !* et que l'*Humanité* ne tarissait pas d'éloges sur la magnanimité du gouvernement russe, il se trouvait des émigrés impudents qui, non seulement n'éprouvaient aucune sympathie pour le grand-duc Nicolas Nicolaiévitch et les autres chefs de l'armée russe, mais osaient encore mettre en doute l'idée même de la justice de la guerre, de cette guerre qui devait aboutir à une paix équitable et au désarmement complet des peuples.

Beaucoup plus tard, après la chute du tsarisme, nous eûmes des détails, sur la façon dont Izvolsky et le directeur de la police russe à Paris, Krassilnikov, exerçaient une pression sur la diplomatie française. A maintes reprises l'ambassade s'adressa au ministère de la Guerre pour lui signaler qu'il se publiait à Paris une feuille révoltante, nettement antipatriotique, qui était évidemment subventionnée par l'état-major allemand et contre laquelle il était nécessaire de prendre des mesures. Ces remontrances amicales eurent pour résultat de faire fermer deux fois notre journal et nous valurent des explications innombrables avec la censure française.

Antonov-Ovsiénko, Manouïlsky et moi, nous allions à tour de rôle trouver le censeur. C'était un M. Chale, ancien professeur de français dans un collège de Pétrograd. Comme il avait vécu

plusieurs années en Russie, qu'il connaissait suffisamment le russe et le parlait assez correctement, il avait été affecté à la section russe de la censure militaire. Chaque fois que je me présentais à lui pour une explication, il commençait par se justifier : « Je ne voudrais pas vous être désagréable, disait-il, mais vous comprenez parfaitement dans quelle situation embarrassante vous nous mettez. Ainsi, vous, par exemple, vous parlez dans vos écrits de la république en Russie. Vous savez bien que c'est là une chose mal-séante. — Et pourquoi donc ? demandais-je en feignant la malveté. Sur le territoire de la république française, il ne sied pas de parler de la république ? — Evidemment, en tant que républicains, nous ne pouvons qu'approuver ce régime, mais maintenant que nous sommes en guerre et que le gouvernement russe est notre allié, c'est en quelque sorte un manque de loyauté que de mener contre lui une telle propagande. — Mais, permettez, disions-nous, ce n'est pas vous qui faites cette propagande, mais nous, Russes. — Evidemment, évidemment... mais vous comprenez, Isvolsky lit votre journal et il a déjà à plusieurs reprises exprimé son mécontentement. J'ai des instructions très précises et, je le regrette infiniment, mais voyez-vous, je suis obligé de supprimer ces passages. »

Un jour, le *Naché Slovo* publia un article ironique dans lequel il exprimait l'assurance que, sur le territoire de la république française, nous pourrions évidemment, si bon nous semblait, manifester nos sentiments démocratiques et crier : *Vive la République !* sans être accusés de menées séditionnelles. Mais cela, certes, ne pouvait arranger nos affaires, et il nous fallait nous exprimer au moyen d'allusions et de sous-entendus que les émigrés russes saisissaient parfaitement, mais que le censeur ne pouvait comprendre ; aussi, laissait-il souvent passer des choses pour lesquelles il se faisait ensuite attraper. D'ailleurs, notre langue politique, avec sa terminologie spéciale, était assez compliquée, de sorte que nous parvenions, sinon à éviter complètement la censure, du moins à faire passer un grand nombre de choses qui, évidemment, n'auraient pu être imprimées dans un journal français.

Mais le gouvernement, apparemment, se convainquit que M. Chale manquait d'énergie. En effet, nos explications avec lui se terminaient ordinairement par des concessions de sa part : presque chaque fois, nous parvenions à lui arracher son consentement à des articles ou remarques pour lesquels il recevait ensuite de vertes semonces. Il nous mandait alors dans son cabinet, se répandait en plaintes contre nous, disait que nous lui avions encore joué un mauvais tour et que nous lui brisions sa carrière.

Tout en lui laissant clairement entendre qu'il n'était pas si malheureux, qu'il voulait bien le dire et qu'il était incomparablement plus facile de faire la guerre dans les bureaux de la censure que dans la boue des tranchées, nous lui déclarions que nous n'avions aucunement l'intention de briser sa carrière, que nous comprenions sa situation, que notre seul désir était d'écrire de façon à être compris de nos lecteurs et que s'il se produisait des malentendus, la faute en était à Isvolsky, vraiment par trop chatouilleux pour tout ce qui touchait à la dynastie des Romanov et à l'état russe. Quant à la guerre et à ses causes, disions-nous, vous pouvez supprimer ce que vous considérez comme erroné, nous continuerons à écrire ce que nous pensons, mais de façon à ne pas vous attirer de désagréments.

Néanmoins, M. Chale fut, en fin de compte, destitué et remplacé par un autre censeur qui se mit à l'œuvre avec une telle ardeur que le *Naché Slovo* paraissait parfois presque vierge de texte. La censure était particulièrement sévère quand nous abordions la politique concrète des partis socialistes pendant la guerre.

Elle avait pris la défense de la politique non seulement du Parti socialiste français, mais aussi du Labour Party, du Parti belge, etc. Certes, il était plus facile d'écrire sur Vanderveke, Henderson ou Renaudel que sur Lloyd George, Viviani et autres ; néanmoins, la censure veillait rigoureusement à ce que nous restions courtois envers les ministres socialistes et ne détruisions pas « l'union sacrée » qui régnait dans les pays de l'Entente.

Nous tentâmes de nous adresser au Parti socialiste français pour lui demander sa protection contre la censure. Je fus chargé avec Martoy d'aller trouver les membres du Comité Directeur pour leur parler à ce sujet. Nous vîmes le secrétaire général Dubreuil qui nous témoigna une méfiance marquée. Déjà renseigné sur nous par la police parisienne, ainsi que par Alexinsky, il savait que nous étions des défaitistes ; aussi, quand nous lui demandâmes si le Parti protesterait contre les vexations dont nous étions l'objet de la part de la censure, il nous fit une réponse évasive. Nous insistâmes pour que la question fût examinée par le Comité Directeur.

Lorsque ce dernier se réunit, je lui exposai la situation, mais Dubreuil déclara qu'il fallait tout

d'abord savoir ce qu'était notre journal et demanda de lui envoyer une collection de nos éditions. Je lui répondis que nous le fériions volontiers, mais que s'il donnait nos publications à traduire, nous désirerions pouvoir en vérifier nous-mêmes la traduction et être consultés lorsqu'on examinerait notre cas, car nous n'avions qu'une confiance très modérée en l'impartialité de ses informateurs. Les assistants furent extrêmement choqués de mon « manque de tact » et l'affaire en resta là.

La censure française qui sauvegardait jalousement l'honneur des ministres nous interdisait de parler des conférences socialistes internationales et la police veillait à ce que nous ayons le moins possible de rapports avec les ouvriers français. Ce dernier point l'inquiétait particulièrement.

Nous étions l'objet d'une surveillance suivie ; on savait où nous allions, qui nous voyions, on connaissait nos moindres démarches. Des membres de la rédaction, Trotsky et moi, nous étions ceux qui avions le plus de rapports avec les Français. Dès le début, nous participâmes à la création des premiers groupes d'opposition au sein de la Confédération Générale du Travail. A cet effet, il me fallut mener personnellement une propagande systématique dans les syndicats, et très souvent, aux assemblées, j'eus à soutenir les attaques des social-patriotes enragés de la 14<sup>e</sup> section.

A. LOSOWSKY.

(La fin au prochain numéro.)

## CHRONIQUE DES CELLULES

### En vue du Congrès National des J. C.

*Le projet de résolution que nous publions ci-dessous est élaboré par le Comité National des Jeunesses Communistes et doit être présenté au Congrès National des Jeunesses Communistes, qui aura lieu à Lille à Noël.*

*Ce projet de résolution intéressera au même titre les camarades du Parti et les camarades de la Jeunesse, bien qu'il soit fait tout spécialement pour ces derniers.*

*En effet, on a jusqu'à présent, dans le Parti, étudié surtout la question des cellules elles-mêmes et non pas la question assez complexe d'un organisme nouveau, le rayon qui doit lier entre elles les cellules existant et qui sera l'organisme de base, au deuxième degré, du Parti et de la Jeunesse.*

*Les problèmes que posent la délimitation du rayon, la dissolution des sections locales actuellement existantes, les tâches locales que le rayon devra accomplir dès la dissolution complète de l'ancienne section, voilà les principaux points qui ont besoin d'être examinés.*

LA REDACTION.

#### Projet de résolution sur les rayons et les cellules

Les tâches des cellules d'usines, leur constitution, leurs rapports avec le groupe local pendant la période transitoire ont été définis par les résolu-

tions de Lyon et l'adjonction de la Conférence de mai 1924.

A l'heure actuelle, il ne s'agit plus seulement de créer des cellules et de les faire vivre par l'intermédiaire du groupe local ; nous entrons dans une deuxième période de transformation, la période de dissolution du groupe local et de la création d'un nouvel organisme : le rayon.

Le 5<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I. C. a fixé au Parti français la tâche de se transformer complètement sur la base des cellules et des rayons avant le 1<sup>er</sup> janvier 1925 ; le 4<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. J. a fixé à la Fédération française des Jeunesses la tâche de se transformer complètement avant le mois d'août 1925. Nous pensons que ce délai de six mois supplémentaire accordé aux Jeunesses sera largement suffisant.

#### Le rayon

Le rayon est formé par l'ensemble des cellules existant sur un territoire délimité d'après l'étude de la situation économique de la région, d'après les besoins de l'organisation et les possibilités de communication.

a) Il nous faut, autant que possible, relier dans un seul rayon des centres industriels, paysans et petits bourgeois, de façon que nous ayons le moins souvent possible des rayons d'une seule composition sociale. Il est évident que dans certaines

régions exclusivement industrielles ou exclusivement agricoles, il nous sera impossible de satisfaire à cette condition sous peine d'avoir des rayons trop étendus ;

b) Le rayon ne doit pas être trop étendu, de façon à permettre aux camarades de chaque localité du rayon de pouvoir se rendre aux assemblées générales. Il faut délimiter avec le plus grand soin la base du rayon, qui doit être, en principe, l'agglomération la plus industrielle du rayon et en même temps la plus centrale. Dans cette base, on doit avoir les cellules les plus fortes et les plus actives politiquement ;

c) En raison du mot d'ordre : « A côté de chaque organisme du P. C. il faut un organisme des J. C. », nos rayons doivent être les mêmes que ceux du Parti et établis en accord avec les organismes responsables du Parti. De même, la base de notre rayon devra être, autant que possible, la même que celle du Parti.

### La création du rayon

a) Nous nous trouvons à l'heure actuelle dans la situation suivante : plusieurs cellules dans les frontières du futur rayon et un ou plusieurs groupes locaux y fonctionnent. En accord avec l'Entente, un Comité provisoire de rayon devra être constitué où seront représentées toutes les cellules proportionnellement à leur importance ; il y aura, en outre, un représentant de chaque groupe local, un représentant du Parti. La première tâche de ce Comité de rayon est la multiplication des cellules. Pour ce faire, on peut employer la tactique d'établissement d'une permanence dans le centre du rayon, ou même, si possible, de plusieurs permanences, où les camarades travaillant dans la localité doivent venir se faire inscrire. Cette méthode complète la méthode des feuilles de recensement employées par les Ententes ;

b) L'Entente doit mener son travail, secteur par secteur ; elle pourra même envisager le déplacement provisoire du centre de l'Entente ;

c) La délimitation du rayon est une opération qui ne se fera pas d'un seul coup en traçant des frontières sur une carte. Le Comité provisoire du rayon aura à tâche de voir par l'expérience quelles doivent être les limites de son influence ;

d) Pendant toute cette période, le groupe local co-existe avec le Comité provisoire de rayon, mais le groupe local doit disparaître et, au fur et à mesure du développement du rayon, le Comité de rayon doit s'emparer de toutes les tâches du groupe local.

### La dissolution du groupe local

La cellule est une forme d'organisation contradictoire à l'ancienne forme du groupe local. Les deux formes devaient co-exister pendant la période de transition ; maintenant, la réunion des cellules en rayon impose la dissolution du groupe local. Ce travail de dissolution doit être envisagé à un triple point de vue :

a) *La répartition des adhérents.* — Une partie des adhérents du groupe local travaille dans les usines du rayon et sont constitués en cellules ; l'autre partie travaille sur le territoire de rayons voisins. Un des premiers pas vers la dissolution du groupe local doit constituer à réunir séparément les deux catégories d'adhérents. Dans la réunion des adhérents travaillant dans le rayon, on commence à faire ce qui sera plus tard le travail véritable du rayon, tandis que, dans les réunions de la deuxième catégorie, on doit surtout s'atta-

cher à forcer les camarades à créer des cellules et à s'organiser dans les régions où ils travaillent ; on doit prendre les adhérents un par un, leur expliquer la nécessité de cette tactique, envoyer leurs nom et adresse au secrétariat des Comités provisoires des rayons dans lesquels ils travaillent, pour qu'à leur tour ces Comités de rayons les agglomèrent à leur système de cellules ;

b) *La question financière.* — Le groupe local possède une caisse ; les cellules n'ont pas d'autonomie financière, elles ont été jusqu'à présent fournies de cartes, de timbres, de matériel, et défrayées par le groupe local.

Dans le cas général, plusieurs groupes locaux se trouvent sur le territoire du rayon ; au fur et à mesure de la répartition de leurs adhérents, ils doivent avoir une liaison financière de plus en plus étroite, puis arriver à constituer une caisse commune. Cette caisse ne doit pas passer au Comité de rayon, mais à l'Entente, qui opérera la centralisation des fonds.

L'Entente devra, dans la période de formation des rayons, subventionner ceux-ci ou leur retenir une certaine somme, suivant qu'ils seront faibles ou forts ; le problème financier qui se pose donc pour l'Entente consiste à ne pas laisser périr des rayons forts, mais ne possédant pas de caisse par suite de la faiblesse possible de l'ancien groupe local.

Dans la suite du développement des rayons, lorsque l'Entente aura partout accompli ces transformations, on aura à envisager si cette politique de centralisation financière doit continuer ;

c) *Le rayon et les tâches locales.* — On a pu croire et écrire même que le groupe local aurait toujours sa raison d'être et ne devrait jamais disparaître entièrement. On disait, par exemple, que la question des Pupilles ne pouvait être traitée que par le groupe local ; cela est faux. La question des Pupilles, comme toutes les autres questions locales, devra être résolue par le rayon qui nommera une Commission spéciale chargée de cette question. L'exécution des décisions du rayon devra alors être effectuée, sous le contrôle du Comité de rayon, par les camarades habitant la région, qu'ils soient membres de ce rayon ou d'un rayon voisin ; ces camarades devront constituer, sous la direction du rayon, un groupe de travail local, mais ce groupe de travail local n'a aucun pouvoir de décision, il n'a que des tâches d'exécution.

De même pour la jeunesse, le travail sportif, le travail syndical, etc., etc., doit être décidé par le rayon et effectué par un groupe de travail local.

Le groupe de travail local n'est pas quelque chose de permanent, d'organique ; il est créé et supprimé suivant les besoins du rayon.

### Le travail du rayon

Le rayon aura non seulement toutes les tâches de l'ancien groupe local (agitation dans les marchés, lutte contre les organisations adversaires locales, diffusion locale de notre presse), mais encore de nombreuses tâches nouvelles. Les principales sont :

a) Les réunions d'usines. Celles-ci sont de deux sortes :

Les réunions en plein air, à l'entrée ou à la sortie de l'usine (dans la plupart des cas, les réunions à l'entrée sont préférables ; les réunions à la sortie sont soigneusement préparées, alors qu'elles peuvent se passer de préparation quand

elles se font à l'entrée). On touche ainsi la grande masse des ouvriers, non seulement les sympathisants actifs et passifs, non seulement les indifférents, mais même les ouvriers qui nous sont hostiles. La réunion d'usine est la réunion d'agitation par excellence, courte, et développant, par des exemples concrets et d'actualité, un ou deux mots d'ordre au maximum.

La deuxième sorte de réunion est la réunion de sympathisants. Ceux-ci sont invités au cours de la réunion d'usine, par les camarades vendeurs de l'Avant-Garde et distributeurs de tracts-invitations. La réunion de sympathisants est, par conséquent, organisée deux ou trois jours après la réunion d'usine, pour avoir le maximum de camarades sympathisants que la réunion d'usine a intéressés.

b) Le travail de création de nouvelles cellules, du renforcement des cellules faibles, le travail de visite des cellules, l'établissement des tâches de chacune d'elles, l'établissement de programmes d'éducation, la généralisation des mots d'ordre, la collection des fonds par des réunions de trésoriers de chaque cellule, voilà les principales tâches du rayon ;

c) Le Comité de rayon devra donc, tout comme l'ancien groupe local, être composé de secrétaires de ressorts (lutte syndicale, lutte antimilitariste, éducation, sport, etc.), et chaque secrétaire aura à tâche de recruter parmi les membres des cellules pour établir la commission de son ressort (Commission à la lutte syndicale, etc.), de façon à ce qu'aucun camarade des cellules du rayon ne reste sans fonctions. Il ne faut pas confondre ces commissions, formées de membres du rayon qui peuvent ne pas habiter la localité, avec les groupes de travail local formés de membres habitant la localité et pouvant appartenir à un rayon voisin ;

d) Une fois par quinzaine, ou au minimum une

fois par mois, tous les membres du rayon devront se réunir en assemblée générale, qui se tiendra à la base du rayon. L'ordre du jour de ces assemblées devra être soigneusement préparé et comportera les questions politiques, organisationnelles et éducatives les plus importantes ; on y expliquera, notamment, les mots d'ordre périodiques de l'Entente et on décidera des mots d'ordre du rayon.

### Les groupes d'études du rayon

Parmi les groupes de travail local (V. 4<sup>e</sup>, § c), un est particulièrement important et doit exister en permanence : c'est le Groupe d'études ou le Cercle d'études, qui réunit un soir par semaine les camarades habitant le rayon.

En effet, l'expérience nous a montré qu'on ne pouvait pas approfondir l'éducation léniniste de nos membres par les seules réunions de cellules ; les membres de la Jeunesse qui désirent avoir une éducation plus complète, plus théorique, doivent se réunir au moins un soir par semaine dans ces Cercles d'études.

Il n'y a là aucun danger de survivance de l'ancien groupe local, si le rayon surveille sérieusement les groupes d'études fonctionnant dans son territoire. Le Comité de rayon doit rigoureusement empêcher au groupe d'études d'avoir la moindre autonomie financière, de percevoir des cotisations, de s'occuper, parallèlement au rayon, des tâches politiques et d'organisation immédiates, et par conséquent de prendre la moindre décision en tant que groupe d'études.

Les groupes d'études doivent d'ailleurs ne grouper qu'un petit nombre de camarades : cinq ou six, par exemple. Le Comité de rayon devra faire pression sur ses membres pour que ceux-ci créent partout des groupes d'études.

LE COMITE NATIONAL DES JEUNESSES.

## Première assemblée générale du rayon de Bezons

Appliquant strictement les décisions du Parti, les sections du rayon de Bezons ont convoqué dimanche 12 octobre tous leurs adhérents, pour dissoudre les groupes et organiser le travail.

La réunion fut tenue dans la salle de l'ancienne mairie de Bezons, cité Communiste, centre ouvrier devenant logiquement la base de notre organisation. Les cellules « Lorraine Diétrich », « Tramways » et « Othis Pifre », ainsi que les sections de Bezons, Sartrouville, Houilles et Maisons-Lafite, étaient représentées par une soixantaine de camarades. Cat était délégué par le Comité Fédéral.

L'ordre du jour, très complet, fut sérieusement discuté pendant toute la journée, et toutes les questions furent analysées profondément.

Au début de la séance, P. justifie la convocation de cette assemblée et expose à grands traits le travail de la section de Bezons et de ses premières cellules. Une longue discussion, engageant les interventions de nombreux camarades, fixe le maintien de l'ordre du jour.

P. engage la discussion sur la formation des cellules du rayon. D. examine succinctement la situation de chaque localité et met en garde les camarades contre certaines exagérations, car il

ne s'agit pas de former des cellules artificielles.

Il ne pense pas que la formation de cellules paysannes soit possible, car nous avons peu d'éléments ruraux capables d'être de bons communistes. Cela ne veut pas dire que le problème agraire soit écarté ; au contraire, notre activité parmi les petits paysans sera menée vigoureusement.

Une discussion sérieuse s'engage ensuite entre différents camarades : P. (Bâtiment), D. (Chaussures), P., L., L. (métallurgistes). Ils examinent succinctement la question des ouvriers travaillant dans les chantiers et les lotissements, la question de la main-d'œuvre étrangère, des petits artisans et des commerçants membres du Parti.

Cat souligne l'intéressant débat engagé par les camarades soucieux de former la solide armature du Parti. Il dégage la nécessité de toujours majoriser dans les cellules les éléments non prolétariens, d'observer beaucoup de prudence, de concentrer toutes nos forces dans une organisation puissante de la cellule de la « Lorraine » estimé qu'il est nécessaire d'organiser des réunions d'usines.

La question des fractions est traitée par Guée (Commission syndicale), Mainpot (A.R.A.C.), Lebrun (Coopérative) et Lesieu (Locataires). Dans

tous ces domaines, chaque rapporteur examine la question de son ressort et fixe les tâches du rayon.

Le camarade R. expose ensuite la nécessité d'organiser les bureaux de propagande dans les nouveaux quartiers. Dy. et Dd. demandent de généraliser ce rapport en le rattachant à la question des lotissements, et Br. estime que, dans ce travail, les thèses du Parti fixeront notre position.

Le rapport sur les *groupes d'enfants* est exposé par Brissot. La question est très bien analysée, et P., D., P. et Cat soulignent la nécessité de conserver le groupement des enfants par rapport à l'école et de renforcer ce travail parmi les femmes et les mères de famille.

P. examine la *question sportive*. Son rapport est accepté, et R. souligne la nécessité de soutenir le mouvement des Jeunesses communistes. D. et P. établissant les tâches respectives de la F.S.T. et de nos Jeunesses, estiment que le rayon fera le maximum pour la Jeunesse ouvrière.

Le problème des *journaux d'usines* et de la *presse* est analysé. La question d'un *organe régional* sera étudiée et soumise à la Fédération.

G. expose l'obligation de former et de soutenir

nos *Maisons du Peuple*. Nos organisations doivent avoir leur siège, et il demande au rayon de soutenir la maison du prolétariat de Bezons.

Branchard était chargé d'examiner le rapport municipal. Il conclut par la nécessité d'organiser le groupe d'élus, placé sous le contrôle du Parti et de la Fédération des Municipalités.

Les travaux se terminent par l'adoption d'une motion de nos camarades femmes et par l'élection d'une *Centrale de 13 membres*, pris surtout dans les cellules.

L'importance de ce Congrès n'échappera à personne. Dans ce rayon, les sections sont dissoutes pour faire place aux cellules bolcheviques.

Nous avons rarement vu d'assemblées aussi importantes, travaillant dans la vie réellement communiste, examinant toutes les tâches de notre Parti. Presque tous les camarades présents sont intervenus dans la discussion, sans phrases intilables, examinant les questions à fond, dans une harmonie que nous n'étions pas habitués à voir dans le Parti. Notre rayon est bien homogène, et nous trouvons là l'assurance que, d'ici quelques mois, les cellules formeront un bloc bolchevik sur lequel le prolétariat pourra compter. X.

## La propagande dans l'usine

Grâce à la réorganisation du Parti, l'axe de notre propagande passe désormais dans l'usine. Sa technique doit, en même temps, se modifier. On observe déjà un changement dans l'efficacité de la propagande individuelle ; les résultats de la campagne de recrutement dans la plupart de nos cellules est frappant. L'une passe de 12 à 30 adhérents ; une autre de 10 à 22 ; une autre de 7 à 15 ; une autre de 34 à 53. Mais c'est surtout l'emploi de la réunion d'usine et du journal d'usine qui mérite d'être étudié.

### Les réunions d'usine

Elles sont délicates à organiser ; les conditions de réussite varient beaucoup d'une usine à l'autre, et un échec dans ce domaine a plus de conséquences que l'échec d'une réunion publique. Il faut bien étudier l'usine avant de choisir la forme qu'on donnera à cette réunion, le jour, l'heure, etc. Bien qu'en cette matière on ne doive généraliser qu'avec prudence, on peut distinguer trois types :

a) Les camarades qui n'ont pas l'habitude des réunions d'usine, se bornent ordinairement à transporter sur le plan de l'usine les procédés d'organisation des réunions publiques. Ils convoquent les ouvriers dans une salle, à la sortie de l'usine, par la presse, l'affiche et le tract. Signalements, en passant, qu'il est préférable de rédiger le tract sous forme de journal d'usine, plutôt qu'en termes généraux. Cette méthode a donné parfois de bons résultats. Mais il faut remarquer qu'il s'agissait alors de réunions syndicales portant sur des questions de salaire et dans une période — au printemps dernier — où une agitation spontanée régnait dans la masse qui venait y chercher des mots d'ordre. Au contraire, nous avons constaté, dans la plupart des cas, que ces réunions étaient loin de toucher la majorité des ouvriers de l'usine. L'ouvrier qui sort à 6 heures hésite à venir à une réunion, qui ne commence pas avant 6 h. 30 et risque de se prolonger fort tard. Beaucoup n'y viennent pas parce qu'ils craignent d'être remarqués par leur contremaître ou un mouchard.

Il en résulte qu'on ne retrouve guère dans les réunions d'usine, ainsi organisées, que les habitudes des réunions publiques.

b) Le type de réunion précédent, qui n'atteint pas la masse des ouvriers socialistes et inorganisés, ne correspond pas aux besoins d'un parti qui veut décidément passer de la propagande à l'agitation (1) et appliquer le front unique par en bas. La technique propre de la réunion d'usine ressemble, en réalité, davantage à celle du camelot qui se met sur le passage d'une foule pour rassembler son auditoire qu'à celle de la réunion publique. On prend les ouvriers dans la rue, à la sortie ou bien à la rentrée, suivant l'usine, ou encore à midi, devant la cantine dans les usines de banlieue, où les ouvriers, amenés le matin et ramenés le soir par des trains ou des tramways spectraux, mangent sur le lieu du travail. C'est un meeting improvisé : on prend comme tribune une voiture qui stationne, une table empruntée au plus proche café, ou encore un tas de pavés ou un banc qui se trouvent là. La réunion dure un quart d'heure, au maximum. Il ne s'agit donc pas de développer longuement des thèses de propagande ; les conditions mêmes de la réunion obligent à présenter rapidement nos mots d'ordre d'agitation :

c) La réunion de sympathisants, convoqués individuellement par les membres de la cellule, constitue un type nouveau très intéressant. Le mode de convocation permet d'éliminer les éléments douteux. Comme le remarquait l'un d'eux, dans une réunion de ce genre, les sympathisants s'abstiennent souvent en réunion publique de poser certaines questions, de peur de faire le jeu de nos adversaires. En réunion privée, ils nous font part

(1) Voir premier discours de Zinoviev au V<sup>e</sup> Congrès mondial (B. C., n° 31) : « Plechanow, alors qu'il était marxiste, a exposé cela en termes lapidaires. La propagande est la transmission d'un certain ensemble d'idées à un petit cercle de personnes ; l'agitation est la transmission d'une idée fondamentale à de larges masses. »

de leurs doutes, demandent des explications, parfois formulent des critiques amicales en toute confiance. Ces réunions nous permettent de nous expliquer franchement avec eux et de nous faire mieux comprendre. Elles nous permettent aussi de savoir ce que l'éhite ouvrière pense de notre Parti.

### Le journal d'usine

Diverses conceptions se font jour sur la manière dont il faut concevoir le journal d'usine. Résumons rapidement l'expérience de la Fédération du Rhône dans la confection, la rédaction et la diffusion des journaux d'usine.

**Confection.** — Selon les ressources dont on dispose, on peut employer la polycopie, la dactylographie ou l'imprimerie.

Le journal polycopié ne demande qu'un matériel peu coûteux : encre spéciale et gelatine. Il est suffisant pour les petites boîtes.

Le journal dactylographié présente mieux. Il peut, grâce à la Rotary, donner un tirage déjà élevé, convenant aux boîtes de moyenne importance. Une solution économique consiste à le tirer sur le verso d'un tract.

Le journal imprimé convient évidemment aux grosses boîtes, là où il faut au moins un millier d'exemplaires. Nous en avons deux paraissant mensuellement, sur le format du *Bulletin Communiste*, une feuille recto-verso, en deux colonnes. Avec du caractère n° 6, ils peuvent contenir pas mal de copie. Nous étudions le lancement de l'un d'eux sur deux feuilles.

**Rédaction.** — Que doit-on mettre dans un journal d'usine ? Il doit y avoir, à notre avis, une partie politique, commentant nos mots d'ordre généraux du moment, prenant d'ailleurs autant que possible son point de départ dans un événement de l'usine,

et une partie concernant la vie de l'usine. Cette partie, la plus développée, comportera, nécessairement, plusieurs rubriques. Dans l'une seront développés les mots d'ordre particuliers de l'usine lancés par la cellule : contre les heures supplémentaires, pour le Comité d'usine, par exemple. Une autre contiendra des renseignements sur la marche de l'usine, sa situation financière, la composition du Conseil d'administration, ses attaches politiques, etc. Afin de réunir la documentation, il serait bon de créer un centre de recherches à la Fédération, avec « l'Information Financière », « l'Usine », les « Annuaires » du Comité des Forges, du Syndicat de l'électricité, etc. Il faut faire une place à la critique satirique des contremaitres et de la direction, qui suscite un vif intérêt parmi les ouvriers et contribue à saper peu à peu la discipline. Enfin, il y a le coin des réclamations, où l'on revendique de petites améliorations aux vestiaires, aux w.-c., aux lavabos, etc. Il n'est pas rare que le journal ait gain de cause, ce qui est favorablement commenté dans l'usine. Il est clair que ce n'est que dans sa forme la plus développée que le journal d'usine peut contenir ces rubriques. Le journal polycopié ou même dactylographié doit être plus modeste.

**Diffusion.** — Tiré à un petit nombre d'exemplaires, le journal peut être affiché dans un coin de l'usine ou bien distribué par les membres de la cellule à des camarades sûrs, afin de le faire circuler. Dès que le tirage est important, il faut qu'il soit distribué par un camarade qui n'appartient pas à la cellule, soit à la sortie, soit dans la cantine s'il y en a une. Dans ce cas, il devient facile de le vendre ou bien d'organiser une quête qui permettra de tirer le numéro suivant.

A. CADINE.

## Echangeons nos expériences

### Réponse de la cellule des Entrepôts des Deux-Bercy

1° Nous avons formé notre cellule par des camarades du Parti se connaissant depuis quelque temps, puis par les annonces que nous avons fait paraître dans *l'Humanité*. Nous avons renforcé à chaque réunion notre petit noyau connu, car beaucoup de camarades ne se font pas connaître dans le travail. Il faut aussi aller voir sur les fiches de recensement les noms des camarades travaillant dans la même entreprise. Il ne faut pas attendre que nos camarades du centre leur dictent leur travail, ils n'ont qu'à prendre eux-mêmes l'initiative, c'est la première chose, le reste vient après.

2° Pour le travail journalier, chaque membre de la cellule doit prendre à cœur de placer des papillons, de donner des tracts et de les commenter, de faire lire *l'Humanité*, de faire voir les mensonges du Bloc des Gauches, et pour cela il faut donner à chaque membre de la cellule du travail entre deux réunions de cellule.

3° Pour les réunions de cellules, il faut obliger nos camarades à assister à ces réunions. On ne doit pas recommencer le même travail que dans les sections ; tous les camarades qui n'assistent pas à la réunion, sans excuse (maladie ou décès), doivent être rayés de la liste des membres de la cellule après avertissement. Dans notre cellule,

nos camarades sont répartis suivant leur capacité dans différentes commissions et groupes de travail.

La pose des affiches est faite par les camarades habitant sur le lieu de l'entreprise ; les tracts sont distribués par ceux qui mangent sur place, cela leur est plus facile de les mettre sur la table des réfectoires, ainsi que la pose des papillons qui ne peuvent être mis que lorsque les patrons sont partis. Les renseignements et la documentation sont faits par les employés et courtiers qui sont mieux placés pour savoir ce qui se passe chez les patrons. Puis nous avons monté un service de placement, qui nous servira au besoin pour nous implanter dans de grandes maisons où nous n'avons personne pour faire de la propagande.

4° Pour la diffusion de notre presse, c'est assez difficile pour l'instant. Nous ne sommes que 25, dispersés dans plus de 150 à 200 maisons. Mais nous espérons y arriver avant peu, car en faisant des réunions à la sortie du soir, nous grouperons les sympathisants qui sont assez nombreux.

5° Rien de fait pour les brochures pour l'instant.

6° Nous attendons que quelques cellules soient formées dans le 12<sup>e</sup>.

7° Je demanderais que le secrétaire administratif ne donne tracts et affiches que sur présentation d'un mandat signé du secrétaire de cellule ou de rayon, car il y aura abus pour quelques-uns et rien pour les autres ; il faut surtout prendre

note de ce qui sort, cela pour pouvoir contrôler si tous les camarades ont cherché le matériel comme ils devaient le faire.

#### LE SECRETAIRE DE LA CELLULE.

\*\*

### Note de la Commission Centrale des Cellules

Nos camarades ont constitué une seule cellule pour les deux Entrepôts. Qu'ils aient procédé ainsi au début, c'est bien ; mais maintenant qu'ils sont assez nombreux, ils doivent, pour intensifier leur propagande et leur action, se diviser en plusieurs cellules.

Les Entrepôts sont immenses ; il est facile de le faire. Nous indiquons, dans l'*Humanité* du

18 juillet, comment avaient procédé nos camarades dans une entreprise industrielle de la banlieue parisienne. Il faut que nos camarades procèdent de même.

Ainsi, ils sont 25 qui travaillent dans plus de 150 maisons. Qu'ils recherchent, dans le grand et le petit Bercy, les entreprises les plus importantes où travaillent des communistes. Ils constitueront dans ces maisons les cellules auxquelles seront rattachés les camarades qui travaillent à côté. La propagande sera faite auprès des ouvriers et employés des maisons mères et des maisons voisines. Les sympathisants seront groupés et convoqués dans des réunions spéciales. Nos camarades les feront ensuite passer de la sympathie à l'adhésion de fait et au fur et à mesure que le nombre des membres du Parti, travaillant dans la même ou auprès de la grande maison, deviendra assez élevé, une nouvelle cellule sera créée.

## LA RUSSIE DES SOVIETS

Pendant les premières années de la Révolution, le pouvoir soviétique n'a pas eu la possibilité de s'occuper du relèvement de l'économie municipale, détruite par la guerre impérialiste et par les luttes à l'intérieur du pays.

Mais dès que la Russie soviétique entra dans des conditions de vie paisible, les Soviets — organes locaux du pouvoir — accordèrent toute leur attention au relèvement des villes et en général à l'amélioration de l'économie municipale.

Les anciennes administrations des villes, composées pour la plupart de capitalistes, propriétaires, etc., en un mot, par des gens possédant une certaine fortune, il est naturel qu'elles tendaient à entretenir seulement les parties de la ville dans lesquelles habitaient les membres de leur classe, afin de relever la valeur des propriétés capitalistes. Les faubourgs de la ville, ordinairement habités par les ouvriers et les petits employés ne les intéressaient pas du tout.

Hors des quartiers habités par la bourgeoisie, il n'y avait que des rues sales, sans pavé, sans éclairage.

Dès les premiers jours de leur activité, les Soviets accordèrent une grande attention au travail d'amélioration des rues et des maisons des faubourgs ouvriers.

Le Soviet de Moscou, par son service d'économie municipale, représentant une des plus importantes unités économiques de l'U.R.S.S., peut nous servir d'exemple dans ce domaine.

Si nous regardons le travail fait pendant ces quelques années, nous voyons qu'on a déployé une activité extraordinaire, surtout en ce qui concerne l'installation de moyens de transports reliant les faubourgs à la ville.

Les tramways de Moscou, dont l'installation a commencé en 1902, ne furent mis en marche qu'en 1911 ; au moment de la Révolution d'octobre, le réseau atteignait 300 kilomètres. La production moyenne de wagons, qui, en 1915, monta à un maximum de 893, tomba, dès 1916, à 826 par suite de la transformation du parc principal des tramways en usine pour la fabrication d'obus et de la mobilisation des conducteurs.

D'autres conditions défavorables (détérioration du matériel roulant, manque de chauffage) amenèrent l'arrêt total du service des tramways.

En 1920, toute la production (d'une moyenne de 202 wagons) servait uniquement au transport du bois et des vivres.

C'est seulement vers la fin de 1921, au début de la Nep, que l'on eut la possibilité de commencer l'amélioration du réseau des tramways.

Grâce à la conscience des masses laborieuses, à leur participation directe au travail municipal et à leur compréhension de l'importance des tramways pour la population, la production moyenne des wagons atteignait, dès 1923, 595 unités. On s'était surtout occupé de la réparation immédiate des wagons et des pièces détériorées. Aujourd'hui, le travail des tramways se développe tous les jours davantage.

Vers juillet 1922 déjà, l'administration des tramways de Moscou a pu construire une série de nouvelles lignes qui, en 1923, atteignaient 47 kil. De cette façon, le réseau des tramways, à Moscou, a augmenté de 17 % par rapport à 1916. Ces lignes relient les faubourgs avec le centre de la ville.

Ainsi, dans un laps de temps très court, les ouvriers de Moscou sont parvenus à réaliser ce qui, pour eux, fut longtemps un rêve.

#### A. PRIGRADOV-KOUDRINE.

*« Aucun régime social ne disparaît jamais avant que toutes les forces productives qui sommeillaient en lui ne se soient développées ; et jamais de nouveaux rapports de production n'apparaissent avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient mûri dans le sein de l'ancienne société. »*

K. MARX.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : R. PELLANGER.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGO  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangou, imprimeur